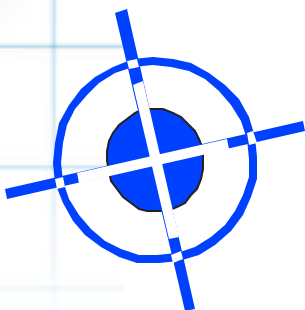


Programme national
de statistiques de
base des
bibliothèques :
Rapport statistique pour
1996



Programme national de statistiques de base des bibliothèques pour l'année 1996

**L'impact culturel et économique des bibliothèques
publiques, universitaires et spécialisées
sur la société canadienne**

par

**Alvin M. Schrader
et
Michael R. Brundin**

Juillet 1999

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	vi
Résumé	vii
Introduction	1
Méthodologie	2
Bibliothèques participantes	2
Questions du sondage	4
Collecte des données	6
Vérification des données	7
Analyse des données	10
Limites du sondage	14
Conclusions	18
Modèles d'impact, 1996	18
Modèles d'impact par secteur de bibliothèques, 1996.....	22
Modèles d'impact par province et territoire, 1996	31
Modèles d'impact, de 1994 à 1996	32
Conclusions et recommandations	37
Bibliographie	40
<u>Annexes :</u>	
A. Tableaux	44
B. Formulaire du sondage pour l'année 1996;	
Instructions et définitions	97

Remerciements

Le financement du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, pour l'année 1996, a été obtenu de la Bibliothèque nationale du Canada, avec l'appui de la Canadian Library Association, le Council of Administrators of Large Urban Public Libraries, l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation ainsi que de chacun des membres du Conseil des directeurs des bibliothèques provinciales et territoriales.

Les auteurs souhaitent remercier monsieur Ralph Manning et madame Mariette Desjardins, tous deux de la Bibliothèque nationale du Canada, de leur aide et de leur appui dans ce projet, madame Vicki Whitmell de la Canadian Library Association pour son encouragement, et les autres membres du Comité consultatif, pour leur direction, l'orientation fournie et leurs commentaires sur le rapport provisoire. Les auteurs souhaitent également exprimer leur reconnaissance à monsieur Tony Thai pour les critiques qu'il a formulées relativement au rapport provisoire.

L'avertissement habituel s'applique : les interprétations et les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que les auteurs, ainsi que toute erreur ou omission.

Les auteurs sont redevables à la School of Library and Information Studies de l'Université de l'Alberta pour son appui administratif et financier dans le cadre de ce projet.

Les auteurs manifestent également leur reconnaissance en remerciant les centaines de bibliothécaires et les membres de leur personnel qui ont contribué au Programme national de statistiques de base des bibliothèques au cours des trois premières années de son existence.

Résumé

Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques est conçu pour saisir plusieurs indicateurs clés de l'impact global, sur la société canadienne, de la prestation de services dans le secteur des bibliothèques publiques et universitaires, de même que dans celui des bibliothèques spécialisées. Ces impacts peuvent être répartis globalement en impacts culturels et économiques. Un total de 1 643 bibliothèques ont participé au sondage pour l'année 1996.

Le sondage démontre que les bibliothécaires ayant participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques pour l'année 1996 ont procuré des avantages culturels et économiques impressionnants aux Canadiennes et aux Canadiens au cours de cette année :

- 30 millions de demandes ont été effectuées par les utilisateurs des bibliothèques, soit une moyenne de 82 000 demandes par jour;
- 276 millions de publications (imprimés et autres matériels) ont été empruntées par les utilisateurs des bibliothèques, et de 90 à 140 millions de documents ont été consultés sur place, pour une moyenne totale de plus d'un million de documents utilisés quotidiennement pendant toute l'année;
- un million de documents supplémentaires ont été empruntés des autres bibliothèques par les bibliothécaires afin de répondre aux demandes de matériel des utilisateurs;
- une infrastructure de plus de 25 000 employés, plus de 280 millions de publications, 850 000 abonnements à des publications en série et 4 000 points de services;
- un total de 1,4 milliard de dollars ont été investis pour fournir des services bibliothécaires.

Le pouvoir d'achat des bibliothécaires canadiens au sein des bibliothèques publiques, universitaires et spécialisées s'avère particulièrement remarquable. De la même façon se présente leur investissement en infrastructure de collection : plus de 320 millions de dollars ont été dépensés en 1996 afin d'augmenter les ressources documentaires de collection qui totalisent environ 300 millions de documents. Un tel investissement et une telle infrastructure ne sont pas seulement substantiels mais également pratiquement impossibles à comptabiliser, en termes d'argent, particulièrement lorsque sont pris en considération la valeur que confère les services d'organisation et de présentation, les locaux et l'entretien.

Les statistiques médianes, pour les trois années de cueillette de données pour le Programme couvrant la période de 1994 à 1996, démontrent que les modèles d'utilisation des bibliothèques, de même que ceux reliés aux ressources n'ont sensiblement pas changé au cours de cette période et ce, dans tout le pays.

Lorsque toutes les autres bibliothèques du pays sont incluses à celles qui ont été enregistrées dans le sondage pour l'année 1996, il devient évident que l'utilisation totale

des bibliothèques au Canada excède de loin les niveaux qui sont enregistrés dans le cadre du Programme. Les demandes de renseignements, pour l'année 1996, ont été estimées à environ 50 à 100 millions de transactions, et l'utilisation totale de matériel, aussi bien sur place qu'à l'extérieur, a totalisé un milliard de documents. Il semble également que les dépenses reliées aux services bibliothécaires ont excédé 2 milliards de dollars pour l'année 1996 et, en fait, pourraient se situer entre 3 et 4 milliards de dollars. Cependant, plus de travail doit être effectué par rapport à ces types d'estimations globales, en relation avec les activités des bibliothèques et leur impact dans l'ensemble du pays, dans la mesure où celles-ci dépassent l'étendue du présent rapport.

Plusieurs dimensions importantes de la prestation de services en bibliothèque ne sont pas actuellement saisies dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, notamment l'utilisation non assistée de l'information en ligne. Étant donné la nature complexe des services et des impacts des bibliothèques, le défi à venir est d'aller au-delà des indicateurs traditionnels et de développer une nouvelle conception de la valeur de bibliothèque qui soit multidimensionnelle en même temps que normalisée et universelle. Toutefois, il est important de se rappeler que tout en étant à la quête de descriptions quantitatives, chaque transaction effectuée par chacune des bibliothèques représente un «moment de vérité» dans la vie des utilisateurs de bibliothèques canadiennes, de même qu'elle procure une satisfaction et permet une évolution personnelle et professionnelle. C'est ce que signifie une vocation de prestation de services.

Introduction

Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques a été établi à titre d'entreprise de partenariat pour coordonner, recueillir, analyser et faire le compte-rendu des statistiques liées aux bibliothèques au Canada. Il constitue une collaboration de la Bibliothèque nationale du Canada et d'un Comité consultatif rassemblant des représentants de diverses associations de bibliothèques et d'organismes. Les partenaires pour le sondage de l'année 1996 étaient l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), le Conseil canadien des écoles de bibliothéconomie, l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC), la Canadian Association of Small University Libraries (CASUL), la Canadian Association of Special Libraries and Information Services (CASLIS), la Canadian Library Association (CLA), le Council of Administrators of Large Urban Public Libraries (CALUPL) et le Conseil des directeurs des bibliothèques provinciales et territoriales (PTLDC).

La première année d'opération s'est déroulée en 1995-1996. C'est au cours de cette année que les statistiques sur les bibliothèques pour l'année 1994 ont été recueillies. Dès 1997-1998, un processus similaire pour les statistiques de l'année 1995 s'est répété et en 1998-1999, la troisième année consécutive du Programme a été complétée, rassemblant les statistiques pour l'année 1996. Des plans sont en cours afin de poursuivre ce Programme, mais pas nécessairement sur une base annuelle.

Les catégories de bibliothèques actuellement comprises dans le Programme se situent à l'intérieur de trois secteurs sommairement définis, soit les bibliothèques publiques, les bibliothèques universitaires et les bibliothèques spécialisées. Les bibliothèques scolaires n'ont pas été représentées dans le Programme, à ce jour, bien que les bibliothèques publiques sises dans les écoles soient comprises dans celui-ci.

Le Programme est conçu pour saisir plusieurs indicateurs clés de l'impact global, sur la société canadienne, de la prestation de services dans le secteur des bibliothèques publiques, des bibliothèques universitaires et des bibliothèques spécialisées. Ces impacts peuvent être répartis de façon globale en impacts culturels et économiques.

Le Programme produit des statistiques nationales sur les bibliothèques canadiennes, dans les trois secteurs participants, de même qu'une analyse inter-comparative des conclusions pour 24 indicateurs clés des bibliothèques. Il s'agit du premier programme national à élaborer des profils de bibliothèques au Canada tout en fournissant de nouvelles fondations et des ressources bien accueillies pour la planification, l'élaboration des politiques sociales et la défense des droits. Un processus de collecte de données uniformisé favorise également d'autres contributions en fournissant des données descriptives pour des études longitudinales, des études comparatives, des études

statistiques sur les relations ainsi que la prise de décisions locales concernant la gestion du financement.

Nous souhaitons que ce rapport soit utile aux bibliothécaires et aux responsables de l'élaboration des politiques, aux éditeurs et aux vendeurs, aux auteurs, aux enseignants, aux représentants du gouvernement et aux analystes de politiques sociales, dans leur compréhension de l'importante contribution des bibliothécaires canadiens au progrès social et à l'évolution économique qui se manifeste chaque jour dans l'ensemble du pays. Ce rapport tente de mettre l'accent sur cette contribution sur laquelle il n'y a pas de documentation et qui est demeurée trop longtemps invisible.

En prenant connaissance de notre analyse et en l'interprétant, les auteurs demandent à ce que soit constamment gardé à l'esprit que toutes les statistiques présentées ici sont représentatives d'un sous-ensemble de l'univers des bibliothèques canadiennes et de leurs activités. Bien qu'à l'occasion, nous proposons des hypothèses au sujet de l'univers global des bibliothèques canadiennes et des services qu'elles offrent, une exploration complète des estimations réelles de leur importance, dans l'ensemble, allait au-delà de la portée de ce rapport. Quelques commentaires ont été présentés plus tôt par Ralph Manning (1997a), au sujet du sondage de l'année 1994.

Méthodologie

La même méthodologie de base a été utilisée pendant les trois premières années, soit de 1994 à 1996, par le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Ceci s'applique, avec de minimes écarts, aussi bien à la population des bibliothèques qui ont été recensées qu'aux questions qui ont été posées. Les instructions et les définitions relatives au sondage de l'année 1996 demeurent également inchangées par rapport aux sondages antérieurs. Le formulaire de sondage pour l'année 1996 de même que les définitions se retrouvent dans l'annexe B de ce rapport. De même, les versions du formulaire de sondage pour les années 1994 et 1995 font partie des rapports publiés pour ces années (*Programme national de statistiques de base des bibliothèques 1994* et *Programme national de statistiques de base des bibliothèques 1995*).

1. Bibliothèques participantes

Les catégories d'institutions représentées dans le Programme se retrouvent ainsi dans trois secteurs définis globalement, soit les bibliothèques universitaires, les bibliothèques publiques et les bibliothèques spécialisées. Bien que les bibliothèques scolaires ne soient pas incluses à ce stade-ci, les bibliothèques publiques en milieu scolaire sont enregistrées. Une répartition détaillée des trois secteurs de bibliothèques ayant participé au Programme et les définitions de chaque type de bibliothèque, lesquelles sont fournies

dans les instructions du questionnaire de sondage (Annexe B), se présentent comme suit :

- les *bibliothèques publiques* (les bibliothèques desservant, gratuitement ou pour des droits minimes, la population d'une collectivité ou d'une région. Elles sont habituellement créées par l'entremise d'une législation ou d'un règlement et financées par l'argent des contribuables; les bibliothèques publiques en milieu scolaire sont incluses dans ce secteur de bibliothèques);
- les *bibliothèques provinciales et territoriales* (les bibliothèques financées par des subventions provinciales ou territoriales et destinées aux citoyens, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire de bibliothèques publiques locales; ces bibliothèques sont habituellement responsables de la coordination et de la coopération entre les services des bibliothèques locales; elles peuvent remplir certaines fonctions propres à une bibliothèque nationale, à l'intérieur de la province ou du territoire; elles incluent les organismes et les conseils d'administration de bibliothèques centrales qui fournissent des services au niveau provincial ou territorial);
- les *bibliothèques universitaires* (les bibliothèques d'abord destinées aux étudiants et aux enseignants des universités et de tout autre établissement décernant des diplômes universitaires au niveau postsecondaire);
- les *bibliothèques collégiales* (les bibliothèques destinées aux étudiants et aux enseignants d'établissements d'enseignement postsecondaire ne décernant pas de diplôme universitaire, tels les collèges communautaires, les cégeps, les instituts de technologie et les centres de formation professionnelle);
- les *bibliothèques spécialisées* comprennent les *bibliothèques du gouvernement*, les *autres bibliothèques sans but lucratif* et les *bibliothèques à but lucratif* (ces bibliothèques sont financées et administrées par des organismes gouvernementaux, des associations, des entreprises, des sociétés privées ou tout autre groupe ou organisme d'intérêts, afin de fournir aux membres, au personnel ou à tout autre clientèle spécialisée l'information documentaire nécessaire à l'atteinte des objectifs de l'organisme d'accueil ou de l'organisme d'attache, des collections et des services limités aux sujets d'intérêt de cet organisme);
- les *bibliothèques nationales* (une catégorie représentant uniquement la Bibliothèque nationale du Canada).

Les bibliothèques gouvernementales incluent celles qui desservent les ministères ou les organismes administratifs fédéraux, provinciaux ou municipaux, de même que les bibliothèques législatives. D'autres bibliothèques dans le secteur des bibliothèques sans but lucratif incluent celles qui desservent les hôpitaux, les musées et tout autre organisme et association sans but lucratif. Le secteur des bibliothèques à but lucratif incluent celles qui desservent le milieu des affaires, les sociétés d'avocats, les sociétés commerciales, les banques et les sociétés d'État.

Les bibliothèques universitaires et collégiales ont été traitées comme représentant une catégorie des bibliothèques universitaires en 1994 et en 1995, mais en ce qui concerne le sondage de l'année 1996, celles-ci ont été séparées dans le but d'obtenir une analyse plus détaillée de chaque catégorie de bibliothèques. Cependant, leur séparation crée un nouveau problème de catégorie à cause du nombre croissant de collèges universitaires au Canada (Krueger 1999).

Une question complexe pour le Programme est de définir ce qu'est une bibliothèque. Les instructions du sondage offrent une définition générale de ce qu'est une bibliothèque, c'est-à-dire tout établissement qui conserve une collection organisée de documents imprimés ou non, et qui fournit des services dispensés par un personnel bénévole ou rémunéré afin d'assurer et de faciliter l'utilisation de tels matériels ou d'autres sources d'information susceptibles de satisfaire les besoins des utilisateurs en matière d'information, de recherche, d'enseignement, d'éducation, de culture ou de loisirs (voir annexe B).

Mais est-ce qu'une bibliothèque peut toujours être considérée comme telle si elle n'a pas de personnel, qu'il soit rémunéré ou non? Que se passe-t-il lorsqu'une bibliothèque n'a pas de matériel? Ou lorsqu'elle n'a que 10 documents? Ou même mille documents? Dans le sondage pour l'année 1996, 22 bibliothèques n'ont rapporté aucune transaction reliée à la demande de renseignements, 31 n'ont rapporté aucune transaction liée à la circulation des documents, 14 n'avaient absolument aucune ressource documentaire de collection, 51 n'avaient pas de personnel rémunéré, 6 n'avaient pas de dépenses relatives à une collection et 3 n'avaient aucune dépense de fonctionnement. Peut-on décrire ces entités, de façon appropriée ou utile, comme des bibliothèques?

En outre, il y avait 377 bibliothèques rapportant un peu moins de 1 000 demandes, 121 rapportant un peu moins de 1 000 circulations de matériel, 78 rapportant des ressources documentaires de collection d'un peu moins de 1 000 livres et 63 rapportant un peu moins de 1 000 articles de tout genre, 79 rapportant des dépenses relatives à une collection atteignant moins 1 000 dollars et 183 rapportant des dépenses relatives au personnel atteignant moins de 10 000 dollars.

Ce sont ce genre de problèmes qui ont été soulevés lors de la création de la base de données du projet pour l'année 1996. Des décisions opérationnelles orientant l'entrée de données ont été traitées ci-dessous, dans la section 4, Vérification des données.

2. Questions du sondage

Dans le but d'identifier l'efficacité des bibliothèques en tant que premiers organismes d'accès à l'information, le Programme recueille les statistiques au sein de vingt-quatre catégories se présentant globalement comme suit :

- les renseignements généraux (les caractéristiques institutionnelles) – six questions;

- les opérations de services (les demandes de renseignements et la circulation des documents) – deux questions;
- les prêts entre bibliothèques – quatre questions (huit questions en 1994 et en 1995);
- le personnel – cinq questions (quatre questions en 1994 et en 1995);
- les collections – trois questions;
- les dépenses – quatre questions.

Les caractéristiques institutionnelles réfèrent au type de bibliothèque, au nombre de bibliothèques représentées dans le rapport, au nombre de points de services, à la population desservie, au début et à la fin de la période couverte par le rapport, de même qu'au code numérique de la bibliothèque pour l'identification et le contrôle (voir annexe B).

Les opérations de services réfèrent à deux catégories d'activités de l'utilisateur de la bibliothèque : les demandes de renseignements (les questions de référence) des utilisateurs auprès des bibliothécaires et du personnel – aussi bien en personne que par l'entremise d'autres moyens – (décrit dans le sondage comme les «transactions informationnelles»); le matériel emprunté par les utilisateurs pour usage extérieur, y compris les photocopies en guise de prêt (transactions reliées à la circulation des documents), mais non les prêts entre bibliothèques.

Les questions au sujet du prêt entre bibliothèques réfèrent aux demandes d'emprunt qui sont transmises et complétées, en même temps que les demandes de prêt reçues et complétées.

Les questions reliées au personnel nécessitent de l'information au sujet des employés rémunérés, exprimé en équivalent temps plein (ETP), des catégories suivantes : le personnel complet, les bibliothécaires, les techniciens, d'autre personnel professionnel de même que tout autre employé rémunéré. Une catégorie de bibliothécaires enseignants a été insérée dans le Programme, mais elle a été omise dans la base de données du sondage. Dans le formulaire de sondage, un bibliothécaire enseignant est défini comme une personne possédant des qualifications en enseignement et (ou) en bibliothéconomie, responsable d'une bibliothèque scolaire tout en enseignant aux étudiants; malgré cette définition basée sur le milieu scolaire, il appert qu'un total de quinze bibliothécaires enseignants ETP ont été rapportés par neuf bibliothèques dans le sondage de l'année 1996.

Les questions relatives aux collections nécessitent des données sur les volumes imprimés et tout autre matériel, chacun par unité matérielle, de même que les abonnements courants des publications en série. La catégorie «autre matériel» comprend les publications en série, les microformes, les cartes et plans, la documentation éphémère, les CD-ROM, le matériel audiovisuel, les tableaux, la musique imprimée, les manuscrits, les reproductions artistiques et les photographies. Les abonnements actuels aux

publications en série comprennent l'abonnement payé, l'abonnement reçu en don et l'abonnement dans le cadre d'échanges.

Les questions relatives aux dépenses se rapportent au personnel, aux dépenses liées aux collections, à toute autre dépense relative au fonctionnement de même qu'aux dépenses en immobilisations.

Deux versions de la base de données contenant ces statistiques sont disponibles au public. Une des versions comprend les données de l'année 1996 et l'autre comprend les données combinées des années 1994, 1995 et 1996 pour les bibliothèques ayant participé au Programme au cours des trois années. Les deux versions apparaissent dans le format de fichier *SPSS 8.0 sous Windows*. Pour des raisons de confidentialité et d'anonymat, les bibliothèques ne sont identifiées sous leur nom dans aucune de ces bases de données, mais il existe un code numérique pour la bibliothèque qui permet à chaque bibliothèque de communiquer avec la Bibliothèque nationale pour vérifier ses propres données institutionnelles.

3. Collecte des données

Le Programme national de statistiques de base des bibliothèques recueille ses données de façon directe et par l'entremise de sources de seconde main. Dans la plupart des cas, les données relatives aux bibliothèques sont obtenues par des compilations statistiques déjà produites sous forme électronique par d'autres organismes impliqués dans la collecte des données; ceci s'applique aux bibliothèques publiques et universitaires. Certaines bibliothèques communiquent l'information directement au Programme par l'entremise de l'enquête par questionnaire, particulièrement les bibliothèques spécialisées de tout genre.

La plupart des données relatives aux bibliothèques publiques ont été obtenues, dans l'ensemble, sous forme de formulaire électronique par l'entremise d'organismes administratifs provinciaux et territoriaux responsables de la prestation de services bibliothécaires, à l'intérieur de leur juridiction respective. Le Conseil des directeurs de bibliothèques provinciaux et territoriaux a favorisé les soumissions de données électroniques des bibliothèques publiques au Programme par l'entremise de ces organismes.

Les données relatives aux bibliothèques universitaires ont été soumises sous forme de formulaire électronique par l'Association des bibliothèques de recherche du Canada, l'Ontario Council of University Libraries, le Council of Prairie and Pacific University Libraries, le Council of Atlantic University Librarians et la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec. Les données relatives aux bibliothèques collégiales ont été obtenues sous forme d'imprimé de la part du Council of Post Secondary Library Directors of British Columbia.

Afin de recueillir les données pour le sondage de 1996 de chaque bibliothèque n'étant pas déjà représentée dans aucune des compilations électroniques, la Bibliothèque nationale du Canada a posté 908 questionnaires en anglais et 239 questionnaires en français au cours des mois de juin et juillet 1997. CASLIS a encouragé ses membres à participer à l'enquête postale et l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation a contribué au taux élevé de participation des cégeps au Québec.

La base de données pour l'année 1996 fournit de l'information relativement à 1 643 bibliothèques au Canada. Selon le type de bibliothèque, la base de données représente :

- 998 bibliothèques publiques et 6 bibliothèques provinciales et territoriales;
- 208 bibliothèques universitaires;
- 430 bibliothèques spécialisées;
- 1 bibliothèque nationale (la Bibliothèque nationale du Canada).

Parmi plus de 2 100 bibliothèques ayant participé à au moins un des trois sondages réalisés dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, seulement 1 273 bibliothèques ont fourni des données pour les trois années. La base de données pour les années 1994, 1995 et 1996 produit, en conséquence, un compte-rendu d'information pour 1 273 bibliothèques ayant participé au Programme au cours de ces trois années; celles-ci se présentent comme suit :

- 906 bibliothèques publiques et 5 bibliothèques provinciales et territoriales;
- 157 bibliothèques universitaires;
- 204 bibliothèques spécialisées;
- 1 bibliothèque nationale (la Bibliothèque nationale du Canada).

Une comparaison des secteurs de bibliothèques représentés dans les deux bases de données, soit la version uniquement pour l'année 1996 et la version pour les années 1994, 1995 et 1996, démontre certaines différences. En effet, il y avait moins de bibliothèques publiques en 1996 que de 1994 à 1996, soit 61 p. 100 et 72 p. 100 respectivement. D'autre part, il y avait relativement plus de bibliothèques spécialisées en 1996, soit 26 p. 100 contrairement à 16 p. 100. Les bibliothèques universitaires totalisaient 13 p. 100 de l'ensemble des bibliothèques, en 1996, et 12 p. 100 des bibliothèques dans la base de données couvrant la période de 1994 à 1996.

4. Vérification des données

Divers processus de vérification des données et de contrôles d'erreurs de routine ont été utilisés tout au long de la phase de traitement des données du projet. Cette section fournit une description technique des procédures de contrôle de la qualité qui ont été suivies par les auteurs afin d'atteindre un niveau élevé de validité et de précision des données pour le sondage de l'année 1996.

Plusieurs erreurs d'auto-identification ont été recensées dans la question relative au «type de bibliothèque». Les réponses à cette question ont été vérifiées sur tous les questionnaires imprimés qui ont été complétés, par rapport aux données relatives à l'identification de la bibliothèque, afin de s'assurer que le «type de bibliothèque» correspondait à la bonne réponse. Les cas problématiques ont été résolus en consultant le *Répertoire des bibliothèques du Canada – Directory of Librarians in Canada*, 12^e édition, 1997 (voir Bibliographie). Plusieurs bibliothèques s'étaient identifiées incorrectement en tant que «bibliothèque publique» alors qu'en fait, elles offraient des prestations de services aux organismes gouvernementaux. D'autres s'étaient identifiées comme «bibliothèque publique» ou «gouvernementale» alors qu'en fait, elles représentaient des bibliothèques sans but lucratif desservant des organismes quasi-gouvernementaux tels les hôpitaux. Parallèlement, d'autres bibliothèques s'étaient identifiées comme étant des bibliothèques sans but lucratif ou «gouvernementales» alors qu'en réalité elles constituaient des bibliothèques collégiales. De même, d'autres bibliothèques s'identifiaient comme «provinciale/territoriale» alors qu'en fait, elles desservaient les employés du gouvernement ou des organismes quasi-gouvernementaux ou encore, représentaient des réseaux régionaux de bibliothèques publiques.

L'édition 1997 de l'ouvrage intitulé *Le Répertoire des universités canadiennes - The Directory of Canadian Universities* a été consultée afin que soit établi avec précision si une bibliothèque en particulier desservait une université (un établissement conférant des diplômes d'études supérieures), un collège (un établissement ne décernant pas de diplôme universitaire) ou les deux.

Les questions du sondage relatives au «nombre de bibliothèques» et au «nombre de points de services» portaient également à confusion pour certains répondants. Dans le sondage, la notion de «bibliothèque» était définie comme une entité administrative ayant des buts de gestion. Néanmoins, plusieurs réseaux régionaux, provinciaux et territoriaux ont décrit leur composantes comme «bibliothèques» plutôt que comme points de services, tout comme l'ont fait un certain nombre de bibliothèques collégiales et de bibliothèques spécialisées. Ces corrections ont ramené, dans le sondage de l'année 1996, 312 «bibliothèques» au rang de 27 entités administratives.

Les réponses aux questions du sondage se rapportant au «nombre de bibliothèques» et au «nombre de points de services», supérieur à un, ont toutes été scrutées pour s'assurer que la valeur communiquée était juste. Dans le cas du «nombre de bibliothèques», les «blancs» ou les valeurs manquantes au système et les «0» ont été examinés et la réponse appropriée a été déterminée par rapport aux réponses données aux autres variables, de même que par la consultation du *Répertoire des bibliothèques du Canada – Directory of Libraries in Canada*, édition 1997. Là où le nombre de points de services apparaissait comme étant «0», cette erreur conceptuelle a été ramenée à «1» ou identifiée comme absente du système, à partir du moment où il n'y avait aucun doute quant à la vraisemblance du fait qu'il y ait plus d'un point de service.

Avant de procéder au triage des données et à la vérification, la base de données avait enregistré l'absurdité conceptuelle voulant qu'il y ait 300 bibliothèques sans aucun point de services.

La variable relative à la population se trouvant dans l'aire de service a été étudiée prudemment. Des vérifications de valeurs aberrantes ont été réalisées, et la totalité des réponses fournies par les bibliothèques spécialisées ont été analysées. Lorsqu'une bibliothèque spécialisée indiquait à tort la population municipale plutôt que la population de l'organisme d'attache, la valeur enregistrée était remplacée par une valeur manquante au système et se traduisait donc par un « blanc ». Cette erreur a été commune à plusieurs bibliothèques spécialisées, de même qu'à un certain nombre de bibliothèques universitaires.

En outre, les réponses affichant «0» pour la variable «nombre de volumes» ont été analysées et changées par une donnée absente. Ceci s'est appliqué à quatorze bibliothèques qui avaient mentionné posséder des fonds ne comprenant aucun document.

Les vérifications de contrôle suivantes ont été réalisées sur toutes les variables :

- *Les vérifications mathématiques* – Les totaux enregistrés ont été comparés avec les sommes des valeurs correspondantes. Par exemple, les réponses aux différentes catégories d'employés ont été vérifiées afin de s'assurer qu'elles correspondaient à la réponse «personnel total à temps plein».
- *Les vérifications rationnelles* – Les réponses de l'une des sections du questionnaire ont été comparées, du point de vue de la validité, aux réponses d'une autre section. Par exemple, s'il y avait une réponse positive à la variable «dépenses totales relatives au personnel», la réponse à la variable «personnel total à temps plein» ne devrait pas être «0»; réciproquement, une réponse positive à la variable «personnel total à temps plein» signifie qu'une réponse «0» ne devrait pas apparaître à la variable «dépenses totales pour le personnel». Un autre exemple de vérification rationnelle est qu'une réponse positive pour la variable «nombre d'abonnements courants» implique logiquement une réponse positive à la variable «dépenses totales pour les collections».
- *Les vérifications des écarts* – Pour chaque variable, toutes les données extrêmes de la distribution, qu'il s'agisse des plus élevées ou des moins élevées, ont été étudiées pour s'assurer qu'elles étaient appropriées et acceptables, et que toutes les observations aberrantes aient été vérifiées à partir des données d'origine afin de s'assurer que ces entrées de données étaient correctes. Si les données d'origines étaient fausses, l'entrée était modifiée et apparaissait comme étant absente du système.

5. Analyse des données

En plus des orientations générales, les données sont analysées selon trois approches : une analyse du secteur des bibliothèques, une analyse selon la province/le territoire et, si des données comparatives concernant plusieurs années sont disponibles, l'analyse des tendances. Cette dernière peut également être combinée aux approches du secteur des bibliothèques et aux approches par province et par territoire.

Cependant, l'analyse des tendances est gênée par un grand pourcentage de données manquantes, de même que, parmi les variables, par les formes statistiques très asymétriques. Ceci s'avère vrai non seulement parmi les trois secteurs de bibliothèques, mais également à l'intérieur des catégories distinctes de bibliothèques.

Les données manquantes sont conséquentes à deux irrégularités. Tout d'abord, la participation de 1 273 bibliothèques au Programme échelonné sur trois ans ne représentait que 77 p. 100 des bibliothèques enregistrées en 1996, ainsi que seulement 60 p. 100 de plus de 2 100 bibliothèques enregistrées à n'importe quel moment durant ces trois années. Ensuite, des omissions dans ce sous-ensemble, dans l'enregistrement des données liées à des variables clés en 1996, allaient de 7 p. 100 ne communiquant pas les dépenses totales à 32 p. 100 ne communiquant pas les demandes de l'utilisateur (Tableau 8, annexe A). *Note de l'auteur* : tous les tableaux relatifs aux données se trouvent dans l'annexe A).

Plusieurs dimensions relatives aux ressources et aux activités des bibliothèques n'ont pas été relevées par le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Sans une base solide de recherches historiques des ratios et des corrélations liés aux activités des bibliothèques, il est difficile de fournir des estimations raisonnables pour certains des autres indicateurs.

Un indicateur qui témoigne d'une certaine promesse quant aux possibilités de réaliser des interpolations est l'utilisation sur place des ressources documentaires des bibliothèques. Une orientation est disponible à partir de plusieurs sources de données. Les données de l'Association des bibliothèques publiques (1998, p. 107-110) démontrent que le nombre moyen d'utilisations de matériels, sur place, par habitant correspondait à une valeur allant d'un tiers à plus de la moitié de la circulation moyenne par habitant en 1998 aux États-Unis et dans plusieurs grandes bibliothèques publiques canadiennes.

En fait, cette relation est encore plus subtile, démontrant un modèle d'augmentation disproportionnée de l'utilisation sur place de matériels par rapport à la population municipale. En d'autres mots, alors que la population municipale augmente, l'utilisation sur place des collections augmente encore plus rapidement. Conséquemment, pour de très grands établissements, l'utilisation sur place de matériel totalisait jusqu'à 55 p. 100

de la circulation totale de documents, alors que pour des établissements desservant moins de 25 000 personnes, celle-ci se situait entre 13 p. 100 et 28 p. 100. Les ratios de circulation moyenne par rapport à l'utilisation sur place par habitant, pour diverses grandeurs de bibliothèques publiques relevés par l'Association des bibliothèques publiques étaient de :

- 4,0 à 1,9 documents pour des bibliothèques desservant 1 million et plus d'abonnés (14 ont été enregistrées);
- 7,1 à 3,9 documents pour des bibliothèques desservant de 500 000 à 1 million d'abonnés (23 ont été enregistrées);
- 6,1 à 3,1 documents pour des bibliothèques desservant de 250 000 à 500 000 abonnés (38 ont été enregistrées);
- 6,1 à 2,0 documents pour des bibliothèques desservant de 100 000 à 250 000 abonnés (96 ont été enregistrées);
- 6,4 à 2,3 documents pour des bibliothèques desservant de 50 000 à 100 000 abonnés (99 ont été enregistrées);
- 8,1 à 2,6 documents pour des bibliothèques desservant de 25 000 à 50 000 abonnés (22 ont été enregistrées);
- 11,1 à 3,1 documents pour des bibliothèques desservant de 10 000 à 25 000 abonnés (6 ont été enregistrées);
- 11,2 à 1,5 documents pour des bibliothèques desservant de 5 000 à 10 000 abonnés (5 ont été enregistrées);
- 13,0 à 5,5 documents pour des bibliothèques desservant moins de 5 000 abonnés (8 ont été enregistrées).

Malheureusement, des données similaires ne sont pas disponibles pour les bibliothèques universitaires et les bibliothèques spécialisées, mais il est raisonnable de penser qu'il vaudrait la peine de documenter l'utilisation sur place des documents pour la plupart des établissements.

Quoi qu'il en soit, selon le ratio d'un tiers à une demie des 276 millions de circulations de documents enregistrés dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques en 1996, on estime que l'utilisation sur place, non assistée, du matériel par les utilisateurs de bibliothèques, pour cette année, serait plus élevée que leur utilisation à l'extérieur de la bibliothèque d'environ de 90 à 140 millions de documents.

Des indicateurs descriptifs donnent une idée générale de l'impact qu'ont les bibliothèques sur la société canadienne, mais ils ne révèlent pas les relations comparatives parmi les indicateurs ou à travers les divers secteurs de bibliothèques; ils ne tiennent pas compte non plus des changements possibles de facteurs sociaux pouvant intervenir, tels la population. Malheureusement, il n'existe actuellement aucun accord sur ce que comprend un ensemble de base d'indicateurs de changement clés par rapport aux ressources et aux impacts des bibliothèques. Le Council of Administrators of Large Urban Public Libraries (CALUPL) a signalé les classements de bibliothèques suivants

dans son rapport statistique pour l'année 1997 (en plus d'autres statistiques et de l'ensemble des classements concernant la circulation des documents, etc.) :

- les indicateurs par habitant : les questions, la circulation des documents, les visites, les ressources documentaires, les ajouts, les titres d'abonnement, les horaires, les dépenses générales et les dépenses pour le matériel reliés aux bibliothèques;
- les pourcentages de population : les emprunteurs enregistrés;
- selon l'emprunteur enregistré : les circulations;
- selon le personnel : la population;
- les pourcentages des dépenses : le salaire des employés, les documents;
- les pourcentages des dépenses liés aux documents : les documents provenant du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, avec des éditeurs canadiens, avec des grossistes canadiens, des documents imprimés, des documents non imprimés, des documents pour enfants.

Aux États-Unis, l'Association des bibliothèques publiques a relevé les indicateurs clés suivants :

- par habitant : les demandes, la circulation de documents, l'utilisation sur place de la bibliothèque, les visites, les ressources documentaires, les dépenses de fonctionnement, les dépenses liées aux documents;
- les pourcentages de population : les emprunteurs enregistrés;
- selon l'emprunteur enregistré : les circulations;
- le coefficient de rotation des collections;
- les pourcentages de taux de réponse : les demandes, le titre, le sujet et l'auteur, l'outil de navigation, la livraison de document à l'intérieur de sept à trente jours;
- les pourcentages des dépenses de fonctionnement : le salaire des employés, les documents.

Aux États-Unis, le National Center for Education Statistics a relevé les indicateurs clés de bibliothèques suivants (parmi d'autres statistiques) pour les bibliothèques publiques :

- par habitant : les ressources documentaires, les dépenses de fonctionnement, les catégories de dépenses de fonctionnement;
- les pourcentages de circulation de documents : la circulation de documents pour enfants;
- les pourcentages liés au personnel : les bibliothécaires.

Pour les bibliothèques universitaires, le Centre a relevé les indicateurs clés suivants :

- par étudiant ETP : les demandes, la circulation de documents, les ressources documentaires, l'ajout de ressources documentaires, les publications en série, l'ajout de publications en série, le personnel, les dépenses de fonctionnement, les dépenses liées aux ressources d'information, les dépenses liées aux publications en série;
- le ratio des ressources documentaires : l'ajout de ressources documentaires;

- les pourcentages liés au personnel : le personnel professionnel, d'autres employés rémunérés, les aide-stagiaires;
- les pourcentages de dépenses de fonctionnement : les salaires du personnel, les ressources d'information, les publications en série courantes.

En raison des limites liées aux données recueillies dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, les indicateurs clés des ressources bibliothécaires, et des impacts des bibliothèques ont été relevés par secteur de bibliothèques et par province et territoire au cours des trois années, soit de 1994 à 1996 inclusivement (Conclusions, section 4, Modèles d'impact, 1994-1996) :

- par habitant : les demandes, la circulation de documents, le personnel, les collections, les abonnements à des publications en série, les dépenses générales, les dépenses liées au personnel, les dépenses liées aux documents;
- le coefficient de rotation des collections;
- le pourcentage des ressources documentaires : les livres et tout autre document;
- les pourcentages liés au personnel : les bibliothécaires, les bibliotechniciens;
- les pourcentages liés aux dépenses : le fonctionnement, le salaire des employés, les collections.

Ces indicateurs sont présentés ci-dessous ensemble, par secteur de bibliothèques et par province et territoire sous Conclusions, dans la section 4, Modèles d'impact, 1994-1996 (Tableaux 11 et 12).

Un mot au sujet de la description statistique : les formes statistiques extrêmement asymétriques signifient que le calcul de moyenne des données couvrant tous les secteurs de bibliothèques, de même qu'au sein de ceux-ci, peuvent induire en erreur et modifier les vrais modèles liés aux ressources et aux impacts des bibliothèques. Les variances et les modèles de sous-groupe sont dissimulés. Par exemple, parmi les bibliothèques qui ont participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques au cours des trois dernières années, le nombre moyen global de demandes émanant des utilisateurs des bibliothèques, pour l'année 1996, était de 26 500, tandis que la médiane ne représentait que 2 600 demandes et la totalité représentait plus de 2 millions de demandes (Tableau 8). La circulation de documents en 1996 s'avérait aussi asymétrique, avec une moyenne de 193 000 documents, une médiane de 21 000 documents et la totalité de ceux-ci atteignant 11 millions. Les dépenses moyennes étaient de 944 000 \$ tandis que les dépenses médianes étaient de seulement 127 000 \$ et la totalité était de 50 millions de dollars.

En raison de ces limites et d'autres limites reliées à la méthodologie, on a estimé que les valeurs médianes étaient plus stables que les moyennes aux fins de comparaisons au cours des trois années du Programme, bien que ces deux valeurs soient enregistrées (Tableau 8 à 8c).

Les tableaux de données dans l'annexe A sont conçus pour présenter les statistiques descriptives de bases pour le sondage de l'année 1996 et pour comparer celles des années 1994, 1995 et 1996 à partir d'un éventail de perspectives. Les auteurs souhaitent que cette information réponde aux besoins des bibliothécaires et d'autres responsables de l'élaboration des politiques, à l'intérieur des paramètres couverts par le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Les lecteurs sont mis en garde quant aux difficultés à faire des comparaisons entre les secteurs de bibliothèques, et même à l'intérieur d'un secteur donné où les bibliothèques ont des mandats ou des missions qui s'avèrent très différents. Les problèmes spécifiques au secteur des bibliothèques publiques sont examinés par monsieur Pierre Meunier (1997).

Les lecteurs intéressés par une analyse plus détaillée des modèles de 1996 peuvent consulter les tableaux 7, 7a et 7b de ce rapport, lesquels fournissent des répartitions par indicateur, selon le secteur de bibliothèques et la province/le territoire. Les tableaux 8 à 12 fournissent des répartitions variées des modèles d'impact et des tendances concernant les bibliothèques qui ont enregistré des données au cours des trois années du Programme.

6. Limites du sondage

Ce rapport ne révèle qu'une partie de l'histoire de l'impact culturel et économique qu'ont les services bibliothécaires canadiens sur les Canadiennes et les Canadiens, ceci témoignant des limites des données qui ont été recueillies. Plusieurs mises en garde doivent être prises en considération au sujet des données du sondage, de même que des conclusions et des interprétations présentées.

Tout d'abord, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques n'inclut pas, présentement, les bibliothèques scolaires et, conséquemment, le portrait des résultats et des impacts des bibliothèques présenté dans ce rapport est nécessairement incomplet. À ce jour, aucun moyen utile et efficace pour identifier et contacter les quelque 14 000 à 16 000 bibliothèques scolaires au Canada (Kasher 1997; Manning 1997a) n'a été conçu. Toutefois, des discussions vont bon train afin d'explorer des approches alternatives.

Deuxièmement, le secteur des bibliothèques spécialisées est sous-représenté pour une raison similaire : l'absence d'une liste complète de ces bibliothèques. En plus de cette sous-représentation touchant toutes les bibliothèques spécialisées, une seule bibliothèque desservant le secteur commercial de l'Est du Québec a participé au sondage pour l'année 1996, aucune dans les Territoires du Nord-Ouest, une en

Saskatchewan, une au Manitoba et seulement dix au Québec comparativement à trente-trois en Ontario (Tableau 7b).

Troisièmement, les bibliothèques faisant partie des trois secteurs inclus dans le Programme sont sous-représentées, car les directeurs n'ont pas choisi de participer au Programme en 1996 ou pour une ou plusieurs années antérieures. Ceci complique l'estimation des taux de réponse pour les trois secteurs, pour une seule année ou pour les trois années. Une couverture relativement complète des bibliothèques publiques et universitaires a été obtenue dans le sondage pour l'année 1996, mais un taux de réponse des bibliothèques spécialisées s'avère plus difficile à estimer. Pour une analyse des estimations du nombre total des bibliothèques au Canada par secteur en 1994, consulter Ralph Manning (1997a).

Dans le but de procéder à des comparaisons sur plusieurs années, il est important de tenir compte du fait qu'uniquement un sous-ensemble de l'ensemble des bibliothèques participant au Programme pour l'année 1996 ont également enregistré des données en 1994 et 1995, soit environ 77 p. 100 ou un total de 1 273 participants au cours des trois années comparativement à 1 643 bibliothèques en 1996. Si la base de comparaison représente un total de plus de 2 100 bibliothèques ayant participé au Programme au cours de l'une des trois années, conséquemment, le taux de réponse pour les trois années est seulement de 60 p. 100. Toutefois, l'analyse actuelle ne tente pas d'estimer un taux de réponse global pour le Programme basé sur toutes les bibliothèques de tous les secteurs au Canada, mais elle se concentre uniquement sur les bibliothèques ayant répondu au sondage.

Quatrièmement, la disponibilité des données n'est pas uniforme parmi toutes les variables du sondage, aussi bien pour 1996 que pour les années antérieures, soit 1994 et 1995. Les bibliothèques participant au Programme n'ont pas toutes enregistré des données pour chaque variable du Programme, d'où une variation considérable dans les taux de réponse pour chaque indicateur (voir les tableaux 1 à 1c et les tableaux 8 à 8c).

Les taux de réponse pour chaque indicateur, pour toutes les bibliothèques ayant participé au sondage pour l'année 1996, ont varié de 34 p. 100, au plus bas, pour les dépenses en capital, 60 p. 100 pour les prêts entre bibliothèques à 90 p. 100 ou davantage pour les populations desservies, les dépenses de fonctionnement et les dépenses générales, le personnel, les abonnements aux publications en série et les fonds des collections (Tableau 1). Les demandes ont été enregistrées par 71 p. 100 des bibliothèques répondantes, les points de services, par 80 p. 100, et la circulation de documents, par 89 p. 100.

Les taux de réponse pour chaque indicateur, selon le type de bibliothèque, ont globalement dévoilé des orientations générales (Tableaux 1a à 1c). Une exception remarquable a été le taux de réponse par rapport aux transactions de prêts entre bibliothèques enregistré par les bibliothèques universitaires et collégiales, lequel oscillait

entre 95 p. 100 et 80 p. 100 respectivement, comparativement aux taux généraux de l'ordre de 60 p. 100. Les données n'étaient pas disponibles pour les bibliothèques publiques du Manitoba, par rapport aux points de services, au personnel et aux transactions relatives aux demandes de renseignements, pour celles du Québec, par rapport aux points de services et aux transactions relatives aux demandes de renseignements, et celles de l'Île-du-Prince-Édouard, par rapport aux transactions relatives aux demandes de renseignements (Tableau 7).

Les données relatives aux populations desservies n'étaient pas disponibles de la part des bibliothèques membres de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC), de l'Ontario Council of University Librarians (OCUL) et du Council of Prairie and Pacific University Libraries (COPUL), ce qui a eu pour résultat qu'uniquement la moitié des bibliothèques universitaires enregistrées dans le Programme pour l'année 1996 ont fourni cette information (Tableau 1b). L'analyse des rapports concernant les populations desservies, par province ou territoire, révèle de sérieuses incohérences et ce, pour toutes les provinces et tous les territoires : les données des collèges de la Colombie-Britannique, les données des universités de l'Alberta, les données des collèges et des universités de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario, du Québec, de même que celles des provinces de l'Atlantique et des Territoires du Nord-Ouest (Tableau 7a).

Il est également important de considérer que plusieurs dimensions importantes de la prestation de services des bibliothèques n'ont pas été saisies à ce stade-ci, parmi les indicateurs des résultats et des impacts qui ont été relevés par le Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Ce qui ressort de ceux-ci est la satisfaction généralisée des utilisateurs, la participation aux programmes des bibliothèques, l'abonnement à la bibliothèque, les visites sur place et les visites «virtuelles», de même que l'accès à l'information en ligne non assistée, y compris l'utilisation non assistée des CD-ROM en réseau et multimédia, des sites Web dans le réseau Internet et des catalogues des bibliothèques, aussi bien sur place qu'à distance.

Les services électroniques en étaient à leurs premiers balbutiements en 1996, mais les données normalisées et les données d'indicateurs universels nécessaires à la description de leur impact sur la culture canadienne et sur l'économie augmenteront en importance d'autant plus que la technologie de l'information devient de plus en plus envahissante dans le domaine de la prestation de services des bibliothèques et de services d'information, et que s'intensifie l'accès par rapport à la propriété.

Il serait encore davantage stimulant d'étendre le Programme afin de saisir les utilisations du matériel des bibliothèques par des tiers, ce qui favoriserait une meilleure image du comportement des emprunteurs. Les éditeurs de périodiques ont pris l'habitude de procéder de cette façon afin d'augmenter leurs données concernant les abonnements.

Il est toutefois important d'éviter les élans réductionnistes tels réunir les données liées aux demandes et les données de circulation, ce qui produit un ensemble, mais aussi une mesure trop simplifiée de ce que peut représenter l'«activité» des bibliothèques. Une telle approche artificielle a été relevée, dans un article de journal, par un bibliothécaire rattaché à une bibliothèque publique canadienne lequel décrivait les services des bibliothèques publiques dans un grand centre urbain. L'article considérait les demandes comme étant sur un pied d'égalité avec les emprunts et les rassemblait pour obtenir des «activités». L'article mentionnait que 80 p. 100 de l'activité dans la bibliothèque centrale se traduisait par les demandes d'information tandis que la situation opposée se produisait dans les divisions, où 80 p. 100 de l'activité se résumait à la circulation de documents.

Une approche également douteuse est utilisée dans les comparaisons annuelles relativement à la circulation de documents et aux dépenses des bibliothèques publiques, telles que publiées dans *American Libraries*. Ces comparaisons favorisent et véhiculent la conception erronée selon laquelle les bibliothèques publiques se concentrent dans un seul secteur d'affaires, soit le prêt du matériel, et que la totalité de leurs coûts est conséquemment attribuable à l'activité de prêt. Même les titres accompagnant les comparaisons annuelles renforcent la fausse conception d'une relation directe – «La circulation de documents dans les bibliothèques publiques augmente de 3 p. 100 et les dépenses de 11 p. 100»; «La circulation de documents dans les bibliothèques publiques augmente en même temps qu'augmentent les dépenses»; «La circulation de documents dans les bibliothèques publiques, de même que les dépenses continuent d'être à la hausse»; «La circulation de documents dans les bibliothèques publiques augmente parallèlement aux dépenses». Mais les dépenses auxquelles il est fait référence ne représentent aucunement les coûts réels engagés par rapport à la circulation de documents. Les données relatives aux dépenses réfèrent plutôt aux dépenses de fonctionnement pour tous les services, toutes les activités et toutes les ressources. Les idées fausses minent la compréhension publique et l'appui aux résultats et aux impacts des bibliothèques. Parallèlement, les indicateurs traditionnels de renseignement et de prêt sous-estimaient l'activité et l'impact des bibliothèques, particulièrement l'activité d'aide non assistée.

Les bibliothécaires doivent passer outre les indicateurs traditionnels afin d'en intégrer de nouveaux, lesquels refléteront rapidement les modes changeants de prestations de services. En raison de la nature complexe des services, des résultats et des impacts des bibliothèques, le défi à venir est d'élaborer un concept concernant la valeur des bibliothèques qui soit à la fois multidimensionnel, normalisé et universel.

Conclusions

Les conclusions pour le sondage de l'année 1996 sont présentées en trois volets : les modèles descriptifs généraux de l'impact pour toutes les bibliothèques, l'analyse sectorielle des modèles d'impact et l'analyse par province et territoire des modèles d'impact. La quatrième partie du chapitre constitue une analyse des tendances présentant les données comparatives des bibliothèques ayant participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques au cours des trois années, soit de 1994 à 1996. L'exposé est axé sur les tendances générales, les tendances par habitant et l'analyse des indicateurs clés.

1. Modèles d'impact, 1996

Le sondage du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, pour l'année 1996, démontre que les bibliothécaires canadiens et leur personnel, dans les secteurs des bibliothèques publiques, universitaires et spécialisées, fournissent aux Canadiennes et aux Canadiens des avantages culturels et économiques impressionnants. Comme plusieurs de ces avantages ne sont pas tangibles ni mesurables, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques a été conçu pour saisir plusieurs indicateurs clés relatifs à l'étendue de l'impact des services bibliothécaires sur la société canadienne, lesquels sont fournis par ces trois secteurs.

Un indicateur clé dans la prestation d'information porte sur les services de renseignements. En effet, bien que plusieurs services bibliothécaires dans les bibliothèques publiques, universitaires et spécialisées soient organisés dans une optique de prestation de services non assistés, les Canadiennes et les Canadiens nécessitent l'aide du personnel des bibliothèques de façon régulière. En 1996, les utilisateurs des bibliothèques canadiennes ont posé plus de 30 millions de questions (Tableau 1) aux bibliothécaires et au personnel dans ces catégories de bibliothèques, soit une moyenne de 82 000 demandes par jour, tout au long de l'année. Ceci se résume à un peu plus d'une question posée à un bibliothécaire, quelque part au Canada en 1996, par chaque femme, chaque homme et chaque enfant à travers le pays.

Un autre indicateur clé se révèle être l'utilisation des collections des bibliothèques. En général, les Canadiennes et Canadiens démontrent un grand intérêt envers le capital intellectuel se trouvant dans ces bibliothèques. En effet, en 1996, ils ont emprunté 276 millions de publications (imprimés et autres documents) afin de répondre à leurs besoins de lecture, de visualisation, d'écoute et d'autres besoins liés à la consultation. Environ un million de documents supplémentaires ont été obtenus par l'entremise du prêt entre bibliothèques.

Si on tient compte de l'utilisation non assistée sur place des ressources documentaires estimée aux environs de 90 à 140 millions de documents (voir section 6, Limites du

sondage, ci-dessous), il est évident que les Canadiennes et les Canadiens sont des consommateurs voraces et avides de matériel recueilli par les bibliothèques. En effet, il appert que les Canadiennes et les Canadiens ont consulté entre 366 et 416 millions de documents en bibliothèque au cours de l'année 1996, soit plus d'un million de documents par jour. C'est-à-dire que chaque femme, chaque homme et chaque enfant au Canada consulte treize publications ou plus par année, soit plus d'un document par mois.

Le «coefficient de rotation» des collections, calculé sur une année, en 1996 (le ratio théorique des documents de bibliothèque qui sont en circulation par rapport aux documents de bibliothèque dans les collections) était supérieur à un, même lorsque les consultations dans les bibliothèques n'étaient pas prises en considération, et presque 1,3 lorsqu'elles étaient considérées.

Ces services de renseignements généraux et de collections, ainsi que les autres programmes importants des bibliothèques n'ayant pas été saisis dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, provenaient d'un investissement en 1996 de plus de 25 000 employées et employés de bibliothèque, équivalents temps plein, de 280 millions de publications, de 850 000 abonnements aux publications en série et de 4 000 points de services de bibliothèque assurés par plus de 1 600 établissements à travers le pays (Tableau 1).

Un élément clé de l'impact économique des bibliothèques sur la société canadienne se traduit par les dépenses des bibliothèques. Les responsables de l'élaboration des politiques devraient tenir compte du pouvoir d'achat des bibliothécaires canadiens. En effet, en 1996, ceux-ci ont dépensé plus de 1,4 milliard de dollars pour assurer la prestation des services de bibliothèque dans les trois secteurs sur lesquels porte le Programme national de statistiques de base des bibliothèques (Tableau 5).

De cette somme, le personnel occupait une part de presque 900 millions de dollars et les montants alloués aux nouvelles collections représentaient plus de 300 millions de dollars. Une somme supplémentaire de 16 millions de dollars était dépensée pour des projets d'immobilisations et d'équipements visant à entretenir et à améliorer les installations reliées à la prestation de services des bibliothèques dans l'ensemble du pays. En 1996, les dépenses liées au personnel atteignaient plus de 36 000 \$ par travailleuse ou travailleur équivalent temps plein (Tableaux 1 et 5).

L'emploi constitue également un indicateur de l'impact économique. En effet, au cours de l'année 1996, presque 25 000 employés équivalents temps plein travaillaient dans les bibliothèques publiques, universitaires et spécialisées du Canada (Tableau 3). Les bibliothécaires représentaient 18 p. 100 de tout le personnel et les techniciens, 9 p. 100. La moitié ou 50 p. 100 de toutes les bibliothèques ayant enregistré des répartitions

d'employées et d'employés comptaient des bibliothécaires dans leur effectif et 41 p. 100 employaient des techniciennes et des techniciens (Tableau 3).

Bien que le nombre actuel d'employés n'ait pas été saisi dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, la totalité des employées et des employés de bibliothèques au Canada pourraient représenter de 30 000 à 40 000 personnes, pour l'année 1996. À titre de comparaison, il y avait 58 000 policières et policiers au Canada en 1997 (*Le Quotidien*, 9 février 1999).

Bref, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques démontre que les bibliothécaires canadiens œuvrant dans les bibliothèques publiques, universitaires et spécialisées, de même que leur personnel, ont fourni des avantages culturels et économiques impressionnants aux Canadiens en 1996 (Tableau 2) :

- 30 millions de demandes ont été formulées par les utilisateurs des bibliothèques, soit une moyenne de 82 000 demandes par jour (1 200 bibliothèques enregistrées);
- 276 millions d'imprimés et autres documents ont été empruntés par les utilisateurs des bibliothèques, soit une moyenne de 750 000 documents par jour (1 500 bibliothèques enregistrées);
- 1 million de documents supplémentaires ont été empruntés par les bibliothécaires pour répondre aux demandes des utilisateurs des bibliothèques (1 000 bibliothèques enregistrées);
- 25 000 employées et employés de bibliothèque pour répondre aux besoins des utilisateurs des bibliothèques (1 500 bibliothèques enregistrées);
- 280 millions de publications et 850 000 abonnements aux publications en série pour répondre aux besoins de lecture, de visualisation et d'écoute des utilisateurs des bibliothèques (1 600 bibliothèques enregistrées);
- 4 000 points de services pour fournir l'accès physique aux ressources et aux services de bibliothèque et pour renforcer la perception de la bibliothèque comme «lieu» (1 300 bibliothèques enregistrées);
- 1,4 milliard de dollars en dépenses générales pour fournir des services de bibliothèque (1 500 bibliothèques enregistrées).

Les moyennes générales pour 1996 démontrent que la bibliothèque type dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques (Tableau 2b) :

- a répondu à 26 500 demandes;
- a fait circuler 193 000 documents;
- compte 17 employées et employés;
- possède 181 000 documents;
- est abonnée à 600 publications en série;
- a fait fonctionner 3 points de services;
- a dépensé 944 000 \$.

Tenter de transposer les indicateurs et les modèles des bibliothèques canadiennes dans un contexte plus large d'autres programmes culturels et économiques dépasse la portée

de ce rapport. Conséquemment, ce qui suit constitue une esquisse partielle des quelques directions qui, ultérieurement, pourraient être empruntées dans le cadre d'une analyse plus approfondie.

Des comparaisons sélectionnées de façon appropriée contribueraient à préciser les modèles de contributions faites aux Canadiens par les bibliothèques. Par exemple, la fréquentation des cinémas au Canada totalisait environ 92 millions d'entrées en 1996-1997 (Sadava, 1998), soit une moyenne de 3,1 visites par habitant (*Le Quotidien*, 24 août 1998). La fréquentation des établissements du patrimoine canadien, y compris les musées, les aquariums, les parcs, etc., était même plus élevée, totalisant presque 113 millions de visites en 1995-1996 ou 3,8 visites par habitant (*Le Quotidien*, 9 mars 1998). La fréquentation des salles de spectacles était de 13,2 millions de visites en 1996-1997, soit une moyenne de 0,4 visite par habitant (*Le Quotidien*, 4 mars 1999).

Bien que les modèles de l'année 1996, résumés ci-dessus, s'avèrent révélateurs de la contribution des bibliothèques envers la société canadienne, le pouvoir d'achat de celles-ci ne s'améliore pas. En effet, si nous considérons la totalité des établissements bibliothécaires au Canada, les dépenses globales destinées aux services bibliothécaires sont estimées avoir grandement dépassé 2 milliards de dollars en 1996, soit une moyenne inférieure à 70 \$ par Canadien.

Comparativement à d'autres activités économiques, les bibliothèques ont un coût de fonctionnement relativement peu élevé. De fait, les Canadiennes et les Canadiens consacrent 28 fois plus d'argent aux soins de santé, 18 fois plus à l'enseignement primaire et secondaire, 3 fois plus au maintien de l'ordre et une fois et demie autant à la défense nationale. Ils ont consacré plus de 3 fois plus d'argent aux jeux de hasard régis par l'État.

Les dépenses liées aux soins de santé qui sont effectuées par les gouvernements fédéral et provinciaux totalisent 55 milliards de dollars par année (*Globe and Mail* 1999), soit une moyenne de plus de 1 850 \$ par Canadienne ou Canadien. Les dépenses liées aux écoles primaires et secondaires ont été estimées à 36 milliards de dollars en 1994-1995 (*Statistique Canada*, 1994-1995), soit une moyenne de 1 240 \$ par Canadienne ou Canadien. En 1997, le coût rattaché au maintien de l'ordre représentait presque 6 milliards de dollars, soit 200 \$ par Canadien (*Journal d'Edmonton*, 1999, *Le Quotidien*, 9 février 1999). Les dépenses militaires excédaient 3 milliards de dollars en 1998 (Tibbetts et Bronskill, 1999), soit une moyenne de plus de 100 \$ par personne. En 1997, les Canadiennes et les Canadiens ont dépensé 6,8 milliards de dollars pour des jeux de hasard régis par l'État, soit environ 230 \$ par habitant («Les jeux de hasard : miser gros», *Le Quotidien*, 9 décembre 1998).

Ce qui apparaît également remarquable est l'important investissement des bibliothécaires quant à l'infrastructure des collections. En effet, les établissements qui ont participé au sondage de l'année 1996 ont dépensé plus de 320 millions de dollars

pour augmenter leurs ressources documentaires de collections, lesquelles totalisaient presque 300 millions de documents (Tableau 5). Bien qu'un tel investissement et une telle infrastructure soient statistiquement importants, leur valeur et leur impact, du point de vue social, sont pratiquement impossibles à traduire en valeur monétaire, particulièrement lorsque les services d'organisation et de présentation, les locaux, l'entretien et les services de conservation doivent être considérés.

2. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques, 1996

L'analyse du secteur de bibliothèques constitue une approche importante pour la compréhension des activités, des résultats et des impacts qui sont liés à la prestation de services en bibliothèque. Cette analyse démontre l'omniprésence des bibliothèques publiques dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, comptant pour 61 p. 100 des 1 643 établissements participants en 1996 (Tableau 2 et 2a). Par opposition, les bibliothèques universitaires comptaient pour seulement 13 p. 100, les bibliothèques sans but lucratif pour 12 p. 100, les bibliothèques gouvernementales pour 10 p. 100 et les bibliothèques à but lucratif pour 4 p. 100.

Selon le secteur, le Programme de l'année 1996 comprenait (Tableau 2) :

- 998 bibliothèques publiques et 6 bibliothèques provinciales et territoriales;
- 208 bibliothèques universitaires (85 bibliothèques universitaires et 123 bibliothèques collégiales);
- 430 bibliothèques spécialisées (166 bibliothèques gouvernementales, 196 bibliothèques sans but lucratif et 68 bibliothèques à but lucratif);
- la Bibliothèque nationale du Canada.

Selon le secteur,

- environ 27 millions de résidentes et résidents municipaux étaient desservis par moins de 1 000 bibliothèques publiques (en 1996, la population totale du Canada était de 29,7 millions d'individus, voir tableau 9), et certaines bibliothèques provinciales, tout comme les deux bibliothèques territoriales, outrepassaient les limites provinciales et territoriales dans la prestation de services;
- plus d'un million d'étudiantes et étudiants et de facultés étaient desservis par 147 bibliothèques universitaires (soit 400 000 pour 44 bibliothèques universitaires et 700 000 pour 107 bibliothèques collégiales);
- plus de 750 000 employées et employés, clientes et clients étaient desservis par 342 bibliothèques spécialisées (soit 210 000 pour 134 bibliothèques gouvernementales, 395 000 pour 147 bibliothèques sans but lucratif et 150 000 pour 61 bibliothèques à but lucratif).

Parmi les trois secteurs de bibliothèques représentés dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques, en 1996, il appert que les Canadiennes et les

Canadiens consultaient les bibliothèques publiques plus souvent que tout autre catégorie de bibliothèques pour satisfaire leurs besoins d'information et pour emprunter du matériel de collection. Les bibliothèques publiques comptaient pour 77 p. 100 de toutes les demandes et pour 87 p. 100 de toutes les circulations de documents enregistrées par les trois secteurs du Programme en 1996 (Tableau 2a).

Parallèlement, les bibliothèques publiques possédaient seulement 30 p. 100 de toutes les collections et employaient seulement 54 p. 100 de tout le personnel de bibliothèque enregistré dans le sondage pour l'année 1996. Dans le même ordre d'idées, la proportion de leurs dépenses totales était de 50 p. 100.

Par opposition, les bibliothèques universitaires possédaient de loin la plus importante infrastructure de collection en 1996, soit 56 p. 100 de toutes les ressources documentaires de collection. Toutefois, elles ne totalisaient que 18 p. 100 de toutes les demandes, 12 p. 100 de toutes les circulations de documents, 35 p. 100 de tout le personnel et 37 p. 100 de toutes les dépenses.

Ces modèles semblent suggérer que les bibliothèques universitaires sont davantage structurées pour offrir un service non assisté contrairement aux autres catégories de bibliothèques. Toutefois, les bibliothèques universitaires ont enregistré, en 1996, un plus grand volume de demandes, en moyenne, que les bibliothèques publiques, soit 73 000 demandes par bibliothèque comparativement à 33 000 demandes par bibliothèque publique (Tableau 2b). Une analyse précise des aspects liés à la prestation de services non assistés dans les bibliothèques universitaires, comparativement aux bibliothèques publiques, dépasse la portée du présent rapport.

D'autres catégories de bibliothèques ont enregistré un plus petit volume de demandes dans le sondage de l'année 1996. En effet, les bibliothèques collégiales totalisaient 11 000 demandes par bibliothèque et les diverses catégories de bibliothèques spécialisées en totalisaient de 3 800 à 6 500 par bibliothèque.

Selon le secteur,

- plus de 23 millions de demandes ont été satisfaites par 725 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales;
- presque 6 millions de demandes ont été satisfaites par 132 bibliothèques universitaires (soit 5 millions par 65 bibliothèques universitaires et 700 000 par 67 bibliothèques collégiales);
- presque 2 millions de demandes ont été satisfaites par 302 bibliothèques spécialisées (soit 650 000 par 129 bibliothèques gouvernementales, 460 000 par 132 bibliothèques sans but lucratif et 270 000 par 41 bibliothèques à but lucratif).

Des modèles semblables ont été rencontrés, en 1996, par rapport à la circulation de documents, selon le type de bibliothèque. En effet, tandis que les bibliothèques universitaires enregistraient 338 000 circulations de documents par bibliothèque, les bibliothèques publiques enregistraient 249 000 par bibliothèque. Les bibliothèques collégiales, pour leur part, comptaient presque 38 000 circulations de documents par bibliothèque.

Par ailleurs, il était quelque peu surprenant de retrouver un niveau élevé de circulations de documents parmi les bibliothèques à but lucratif, soit 38 000 circulations de documents par bibliothèque. Il appert que le niveau de circulation des documents était considérablement plus bas dans les autres bibliothèques spécialisées. En effet, les bibliothèques sans but lucratif n'enregistraient que 14 000 transactions par bibliothèque et les bibliothèques gouvernementales n'enregistraient que 6 000 transactions (Tableau 2b).

Selon le secteur,

- 240 millions de documents ont été empruntés dans 978 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales;
- plus de 32 millions de documents ont été empruntés dans 195 bibliothèques universitaires (soit 28 millions de documents dans 83 bibliothèques universitaires et plus de 4 millions de documents dans 112 bibliothèques collégiales);
- 3,6 millions de documents ont été empruntés dans 286 bibliothèques spécialisées (soit plus de 800 000 documents dans 129 bibliothèques gouvernementales, 1,5 million de documents dans 122 bibliothèques sans but lucratif et plus de 1,3 million de documents dans 35 bibliothèques à but lucratif).

Les procédures relatives aux prêts entre bibliothèques constituent un autre élément important de la prestation de services et de documents de bibliothèque. Selon le secteur, les documents empruntés à partir d'autres bibliothèques se présentaient comme suit :

- plus de 300 000 documents étaient empruntés par 541 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales;
- presque 500 000 documents étaient empruntés par 181 bibliothèques universitaires (soit 450 000 documents par 81 bibliothèques universitaires et 35 000 documents par 100 bibliothèques collégiales);
- 155 000 documents étaient empruntés par 266 bibliothèques spécialisées (soit 80 000 documents par 120 bibliothèques gouvernementales, 63 000 documents par 107 bibliothèques sans but lucratif et 12 000 documents par 39 bibliothèques à but lucratif).

Selon le secteur, les documents prêtés à d'autres bibliothèques se présentaient comme suit :

- plus de 300 000 documents étaient prêtés par plus de 500 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales;
- plus de 500 000 documents étaient prêtés par 180 bibliothèques universitaires (soit 480 000 documents par 82 bibliothèques universitaires et 26 000 documents par 98 bibliothèques collégiales);
- plus de 650 000 documents étaient prêtés par 262 bibliothèques spécialisées (soit 450 000 documents par 114 bibliothèques gouvernementales, 23 000 documents par 109 bibliothèques sans but lucratif et 3 000 documents par 39 bibliothèques à but lucratif).

Pour les 359 bibliothèques ayant enregistré des demandes «complétées» et «non complétées», relativement à l'emprunt de documents à partir d'autres bibliothèques, il y avait un taux de 86 p. 100 de demandes complétées. Pour les 341 bibliothèques ayant enregistré des demandes «complétées» et «non complétées», relativement au prêt de documents à d'autres bibliothèques, il y avait un taux de 67 p. 100 de demandes complétées.

Les modèles relatifs à la dotation en personnel, parmi 1 478 bibliothèques enregistrées en 1996, démontrent que presque 25 000 employés et employées équivalents temps plein (ETP) assuraient la prestation de services aux Canadiennes et aux Canadiens, soit en moyenne 17 employés et employées par bibliothèque (Tableau 3). Les bibliothèques universitaires possédaient de loin la moyenne la plus élevée, en termes de personnel, soit 88 employés et employées par bibliothèque, par opposition aux bibliothèques publiques ayant 15 employés et employées par bibliothèque et aux bibliothèques collégiales et gouvernementales ayant 9 employés et employées par bibliothèque. D'autres catégories de bibliothèques spécialisées étaient beaucoup plus petites et n'employaient en moyenne que 3 personnes par bibliothèque (Tableau 3b).

Les bibliothèques publiques employaient 46 p. 100 de tous les bibliothécaires apparaissant dans le sondage de l'année 1996 contrairement à 34 p. 100 pour les bibliothèques universitaires (Tableau 3a). Les bibliothèques publiques et les bibliothèques universitaires employaient, de façon inégale, moins de techniciennes et techniciens par rapport à la totalité du personnel, soit 36 p. 100 et 21 p. 100 respectivement, tandis que les bibliothèques collégiales en employaient une plus grande proportion, soit 21 p. 100. Selon le secteur,

- plus de 13 500 employés et employées travaillaient pour un peu moins de 1 000 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales;
- 8 600 employés et employées travaillaient pour 207 bibliothèques universitaires (soit 7 500 employés et employées dans 85 bibliothèques universitaires et 1 100 autres dans 122 bibliothèques collégiales);
- 2 100 employés et employées travaillaient pour 400 bibliothèques spécialisées (1 400 employés et employées dans 162 bibliothèques gouvernementales, presque

500 employées et employés dans 180 bibliothèques sans but lucratif et plus de 200 employées et employés dans 68 bibliothèques à but lucratif).

Les ressources des bibliothèques requises pour fournir des services d'exploration, d'emprunt et de renseignement provenaient d'un investissement dans les collections totalisant plus de 280 millions de documents, en 1996, telles qu'enregistrées par 1 563 bibliothèques au Canada, soit en moyenne presque 181 000 documents par bibliothèque (Tableaux 4 et 4b). Les collections des bibliothèques universitaires totalisaient pour leur part environ 1,8 million de documents par établissement, contrairement à 88 000 documents par bibliothèque publique et 67 000 documents par bibliothèque collégiale. Enfin, les bibliothèques gouvernementales totalisaient environ 90 000 documents par établissement tandis que d'autres catégories de bibliothèques spécialisées en possédaient beaucoup moins, soit de 21 000 à 23 000 documents par établissement (Tableau 4b).

Toutes ces collections représentent un investissement à long terme dans le capital intellectuel. Selon le secteur,

- plus de 88 millions de documents constituaient la propriété de 961 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales (soit 84 millions de documents constituant la propriété de 955 bibliothèques publiques et 4 millions supplémentaires étant la propriété de 6 bibliothèques provinciales et territoriales);
- presque 160 millions de documents constituaient la propriété de 466 bibliothèques universitaires (soit plus de 150 millions de documents étant la propriété de 85 bibliothèques universitaires et 8 millions supplémentaires étant la propriété de 119 bibliothèques collégiales);
- plus de 19 millions de documents constituaient la propriété de presque 400 bibliothèques spécialisées (soit 13,9 millions de documents étant la propriété de 155 bibliothèques gouvernementales, 4,1 millions de documents étant la propriété de 177 bibliothèques sans but lucratif et 1,4 million de documents étant la propriété de 65 bibliothèques à but lucratif);
- presque 16 millions de documents constituaient la propriété de la Bibliothèque nationale du Canada.

Les livres représentaient, en 1996, 58 p. 100 des ressources documentaires de collection (soit 165 millions de documents) et tous les autres supports représentaient 42 p. 100 (soit 117 millions de documents). Les bibliothèques publiques comptaient peu de documents non livresques, soit 9 p. 100 comparativement à 71 p. 100 pour les ressources documentaires des bibliothèques universitaires (Tableau 4a). Selon le secteur,

- presque 75 millions de livres constituaient la propriété de 954 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales (soit 74 millions de livres étant la propriété de 949 bibliothèques publiques et un million additionnel étant la propriété de 6 bibliothèques provinciales et territoriales); les documents non livresques

- représentaient 14 millions de documents additionnels (soit 11 millions de documents répartis dans 778 bibliothèques publiques et 3 millions de documents répartis dans 6 bibliothèques provinciales et territoriales);
- presque 74 millions de livres constituaient la propriété d'un peu plus de 200 bibliothèques universitaires (soit 68 millions de livres étant la propriété de 85 bibliothèques universitaires et 5,7 millions étant la propriété de 119 bibliothèques collégiales); les documents non livresques représentaient 85 millions de documents (soit 83 millions dans 82 bibliothèques universitaires et 2 millions dans 103 bibliothèques collégiales);
 - plus de 10 millions de livres constituaient la propriété d'un peu moins de 400 bibliothèques spécialisées (soit 151 bibliothèques gouvernementales possédant 7,8 millions de livres, 173 bibliothèques sans but lucratif enregistrant 1,8 million de livres et 64 bibliothèques à but lucratif possédant presque 500 000 livres); les documents non livresques représentaient 9 millions de documents additionnels (soit 6 millions étant la propriété de 124 bibliothèques gouvernementales, 2 millions étant la propriété de 143 bibliothèques sans but lucratif et seulement un peu moins de 1 million étant la propriété de 52 bibliothèques à but lucratif);
 - 6,3 millions de livres constituaient la propriété de la Bibliothèque nationale du Canada et les documents non livresques constituaient 9,5 millions de documents additionnels.

Un total de 1 525 bibliothèques ont enregistré 850 000 abonnements aux publications en série en 1996, soit une moyenne de 557 abonnements par bibliothèque. Les bibliothèques universitaires totalisaient plus de 5 000 abonnements par bibliothèque contrairement à 300 abonnements par bibliothèque collégiale et seulement 200 abonnements par bibliothèque publique (Tableau 4b). Les bibliothèques gouvernementales totalisaient presque 600 abonnements à des publications en série par bibliothèque.

Les bibliothèques universitaires totalisaient seulement un peu plus de la moitié de tous les abonnements enregistrés dans le sondage de l'année 1996, tandis que les bibliothèques publiques en avaient 23 p. 100 et les bibliothèques gouvernementales en avaient 10 p. 100 (Tableau 4a). Selon le secteur,

- plus de 200 000 abonnements ont été enregistrés par 942 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales (soit 194 000 abonnements enregistrés par 936 bibliothèques publiques et 15 000 abonnements enregistrés par 6 bibliothèques provinciales et territoriales);
- presque 500 000 abonnements ont été enregistrés par 204 bibliothèques universitaires (soit 84 bibliothèques universitaires ayant enregistré 433 442 abonnements et 121 bibliothèques collégiales en ayant enregistré 40 934);
- plus de 130 000 abonnements ont été enregistrés par 400 bibliothèques spécialisées (soit 155 bibliothèques gouvernementales ayant enregistré 87 875 abonnements,

181 bibliothèques sans but lucratif en ayant enregistré 24 964 et 67 bibliothèques à but lucratif en ayant enregistré 20 752);

- plus de 34 000 abonnements ont été enregistrés par la Bibliothèque nationale du Canada.

L'infrastructure fournissant un accès physique aux ressources bibliothécaires totalisait 4 000 points de services en 1996, lesquels étaient exploités par 1 319 bibliothèques (Tableau 2). Ceci fournit une importante prise de conscience des bibliothèques en tant qu'« endroit », dans les trois secteurs. Selon le secteur,

- 2 500 points de services étaient exploités par 763 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales;
- plus de 800 points de services étaient exploités par 268 bibliothèques universitaires (soit plus de 600 points de services exploités par 68 bibliothèques universitaires et 200 points de services, par 108 bibliothèques collégiales);
- presque 700 points de services étaient exploités par 400 bibliothèques spécialisées (soit 148 bibliothèques gouvernementales ayant enregistré 279 points de services, 176 bibliothèques sans but lucratif en ayant enregistré 317 et 55 bibliothèques à but lucratif en ayant enregistré 69);

Les bibliothèques publiques affichaient le plus fort impact économique sur la société canadienne, en 1996, comptant pour 51 p. 100 de la totalité des dépenses qui étaient de plus de 1,4 milliard de dollars et qui correspondaient à 1 519 bibliothèques ayant participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques (Tableaux 5 et 5a). Les bibliothèques universitaires, pour leur part, correspondaient à un pourcentage additionnel de 37 p. 100 de la totalité des dépenses. La moyenne des dépenses par bibliothèque montre un portrait différent : 5,6 millions de dollars par bibliothèque universitaire par opposition à 700 000 \$ par bibliothèque publique (Tableau 5b). Les bibliothèques collégiales ont consacré moins de 500 000 \$ dans chaque bibliothèque. Les bibliothèques gouvernementales ont consacré 750 000 \$ dans chaque bibliothèque, tandis que d'autres catégories de bibliothèques spécialisées ont enregistré des niveaux de dépenses beaucoup plus bas. Selon le secteur,

- presque 730 millions de dollars ont été dépensés par un peu moins de 1 000 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales (soit 713 millions de dollars dépensés par 981 bibliothèques publiques et 16,5 millions de dollars par 6 bibliothèques provinciales et territoriales);
- 535 millions de dollars ont été dépensés par plus de 200 bibliothèques universitaires (soit 480 millions de dollars dépensés par 85 bibliothèques universitaires et 55 millions de dollars par 118 bibliothèques collégiales);
- 136 millions de dollars ont été dépensés par 329 bibliothèques spécialisées (soit 130 bibliothèques gouvernementales totalisant des dépenses de l'ordre de 98 millions de dollars, 152 bibliothèques sans but lucratif totalisant des dépenses de l'ordre de 26 millions de dollars et 47 bibliothèques à but lucratif totalisant des dépenses de l'ordre de 12 millions de dollars);

- 32 millions de dollars ont été dépensés par la Bibliothèque nationale du Canada.

Les dépenses consacrées au personnel, pour l'année 1996, totalisaient 900 millions de dollars, soit 63 p. 100 des dépenses totales (Tableaux 5 et 5a). Les dépenses consacrées à la dotation en personnel, par bibliothèque, totalisaient environ 700 000 \$ (Tableau 5b), soit un peu plus de 36 000 \$ par employée ou employé ETP. Les dépenses consacrées au personnel, dans le cas des bibliothèques publiques, représentaient une proportion beaucoup plus importante de leurs dépenses totales, soit 77 p. 100 par opposition à 55 p. 100 pour les bibliothèques universitaires (Tableau 5b).

L'enrichissement des collections comptait pour 321 millions de dollars supplémentaires, soit 22 p. 100 des dépenses totales (Tableaux 5 et 5a). Les bibliothèques universitaires totalisaient plus de la moitié des dépenses totales consacrées à toutes les collections, en 1996, tandis que les bibliothèques publiques comptaient pour 30 p. 100 des dépenses (Tableau 5a). Les dépenses consacrées aux collections par bibliothèque universitaire représentaient une proportion beaucoup plus importante des dépenses totales, soit 36 p. 100 contrairement à 14 p. 100 pour les bibliothèques publiques (Tableau 5b). Selon le secteur,

- plus de 500 millions de dollars étaient consacrés au personnel et 97 millions de dollars aux collections par un peu plus de 900 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales;
- presque 300 millions de dollars étaient consacrés au personnel et presque 200 millions de dollars aux collections par 185 bibliothèques universitaires (soit 260 millions de dollars au personnel et 173 millions de dollars aux collections par 85 bibliothèques universitaires comparativement à 39 millions de dollars au personnel et 10 millions de dollars aux collections par 100 bibliothèques collégiales);
- 70 millions de dollars étaient consacrés au personnel et 39 millions de dollars aux collections, par environ 300 bibliothèques spécialisées (soit plus de 100 bibliothèques gouvernementales enregistrant 52 millions de dollars consacrés au personnel et 26 millions de dollars aux collections, 130 bibliothèques sans but lucratif enregistrant 13 millions de dollars consacrés au personnel et 8 millions de dollars aux collections et 40 bibliothèques à but lucratif enregistrant 5 millions de dollars consacrés au personnel et 5 millions de dollars aux collections);
- 22 millions de dollars étaient consacrés au personnel et presque 2 millions de dollars aux collections par la Bibliothèque nationale du Canada.

Dans le cadre du sondage pour l'année 1996, seulement un tiers des bibliothèques ont enregistré des dépenses en capital totalisant 16 millions de dollars. Les bibliothèques publiques ont enregistré, pour leur part, presque 60 p. 100 de toutes les dépenses en capital (Tableaux 5 et 5a). Selon le secteur,

- 9,5 millions de dollars ont été dépensés par 349 bibliothèques publiques, provinciales et territoriales;

- 5 millions de dollars ont été dépensés par 91 bibliothèques universitaires (soit 3 millions de dollars par 26 bibliothèques universitaires et 2 millions de dollars par 65 bibliothèques collégiales);
- moins de 2 millions de dollars ont été dépensés par 124 bibliothèques spécialisées (soit 1 million de dollars par 41 bibliothèques gouvernementales, 500 000 \$ par 70 bibliothèques sans but lucratif et 200 000 \$ par 13 bibliothèques à but lucratif).

En résumé, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques démontre qu'en 1996 (Tableau 2) :

- les bibliothèques publiques ont répondu à 23 millions de demandes, ont fait circuler 240 millions de documents, ont employé 13 000 personnes, étaient propriétaires de 88 millions de documents, ont procédé à 200 000 abonnements à des publications en série, ont exploité 2 500 points de services et ont dépensé 730 millions de dollars;
- les bibliothèques universitaires ont répondu à 6 millions de demandes, ont fait circuler 32 millions de documents, ont employé 9 000 personnes, étaient propriétaires de 160 millions de documents, ont procédé à 500 000 abonnements à des publications en série, ont exploité 800 points de services et ont dépensé 535 millions de dollars;
- les bibliothèques spécialisées ont répondu à 1,4 million de demandes, ont fait circuler 3,6 millions de documents, ont employé 2 000 personnes, étaient propriétaires de 19 millions de documents, ont procédé à 500 000 abonnements à des publications en série, ont exploité 700 points de services et ont dépensé 136 millions de dollars.

Les moyennes générales, par secteur de bibliothèques pour l'année 1996, démontrent que (Tableau 2b) :

- la bibliothèque publique type a répondu à 33 000 demandes, a fait circuler 249 000 documents, a employé 15 personnes, était propriétaire de 88 000 documents, a procédé à 200 abonnements à des publications en série, a exploité 3 points de services et a dépensé 73 000 \$;
- la bibliothèque universitaire type a répondu à 73 000 demandes, a fait circuler 338 000 documents, a employé 88 personnes, était propriétaire de 1,8 million de documents, a procédé à 5 000 abonnements à des publications en série, a exploité 9 points de services et a dépensé 5,6 millions de dollars;
- la bibliothèque collégiale type a répondu à 11 000 demandes, a fait circuler 38 000 documents, a employé 9 personnes, étant propriétaire de 67 000 documents, a procédé à 300 abonnements à des publications en série, a exploité 2 points de services et a dépensé 500 000 \$;
- la bibliothèque gouvernementale type a répondu à 5 000 demandes, a fait circuler 6 000 documents, a employé 9 personnes, détenait 90 000 documents, était abonnée à 600 publications en série, a exploité 2 points de services et a dépensé 750 000 \$;

- la bibliothèque sans but lucratif type a répondu à 4 000 demandes, a fait circuler 14 000 documents, a employé 3 personnes, détenait 23 000 documents, était abonnée à 100 publications en série, a exploité 2 points de services et a dépensé 170 000 \$;
- la bibliothèque à but lucratif type a répondu à 4 000 demandes, a fait circuler 14 000 documents, a employé 3 personnes, détenait 21 000 documents, était abonnée à 300 publications en série, a exploité 1 point de services et a dépensé 265 000 \$.

3. Modèles d'impact par province et territoire, 1996

L'analyse selon la province/le territoire constitue une autre approche pour mesurer et décrire la prestation de services bibliothécaires. La comparaison la plus prononcée dans ce rapport s'avère être celle entre les bibliothèques de l'Ontario et du Québec, dans les trois secteurs représentés dans le Programme national de statistiques de base des bibliothèques pour l'année 1996. Toutefois, les limites du sondage décrites ci-dessus, dans le chapitre traitant de la méthodologie, doivent être prises en considération lors de l'utilisation de ces comparaisons.

L'Ontario représentait plus de 37 p. 100 de la population canadienne enregistrée en 1996, mais l'impact culturel et économique des bibliothèques ontariennes qui ont participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques, sur les résidentes et résidents de la province, était considérablement plus élevé : soit 52 p. 100 de toutes les demandes, 41 p. 100 de toutes les circulations de documents, 44 p. 100 de tous les ressources documentaires de collection, 46 p. 100 de tous les employés et employés de bibliothèque, 43 p. 100 de tous les points de services et 44 p. 100 de toutes les dépenses (tableaux 6 et 6a). L'Ontario comprenait également 38 p. 100 de toutes les bibliothèques participant au Programme.

Par opposition, Québec représentait presque 25 p. 100 de la population canadienne en 1996 mais uniquement 20 p. 100 de toutes les bibliothèques; de même, l'impact des bibliothèques québécoises sur les résidentes et résidents de la province était considérablement moins prononcé : soit seulement 17 p. 100 de toutes les circulations de documents, 17 p. 100 de toutes les ressources documentaires de collection, 19 p. 100 de tous les employés et employés de bibliothèque et 21 p. 100 de toutes les dépenses.

Aucune autre province ou territoire n'a montré autant de variation entre la population et l'impact des bibliothèques, que ce soit dans les sphères culturelle ou économique, mais quelques autres modèles méritent d'être mentionnés. En effet, bien que la Colombie-Britannique représentait 13 p. 100 de la population canadienne en 1996, celle-ci ne représentait que 10 p. 100 de toutes les bibliothèques et 11 p. 100 de tous les points de services enregistrés dans le cadre du Programme; d'un autre côté, les bibliothèques de

la Colombie-Britannique comptaient 17 p. 100 de toutes les demandes et 17 p. 100 de toutes les circulations de documents.

Bien que l'Alberta représentait plus de 9 p. 100 de tous les résidents et résidentes canadiens en 1996, elle représentait 19 p. 100 de toutes les bibliothèques et 12 p. 100 de tous les points de services enregistrés dans le cadre du Programme; les bibliothèques de l'Alberta comptaient également 11 p. 100 de toutes les collections, 11 p. 100 de toutes les circulations de documents et 17 p. 100 de toutes les demandes.

Parallèlement, les dépenses reliées aux bibliothèques de l'Alberta représentaient moins de 7 p. 100 de la totalité des dépenses nationales.

Les statistiques pour les autres provinces et les deux territoires se situaient à l'intérieur d'un ou deux p. cent quant à la conformité avec leur population parmi les indicateurs clés enregistrés dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques.

L'analyse des indicateurs d'impact, par bibliothèque, démontre que la gestion organisationnelle diffère substantiellement en Saskatchewan et à Terre-Neuve comparativement aux autres provinces et territoires canadiens. Il semble y avoir également des différences importantes à l'Île-du-Prince-Édouard et au Yukon (Tableau 6b). La bibliothèque type, dans le cadre du Programme de l'année 1996, possédait 3 points de services, 17 employées et employés, 1 801 000 documents de collection, 27 000 demandes, 193 000 circulations de documents et des dépenses totalisant 944 000 \$. Toutefois, en Saskatchewan, une bibliothèque type possédait 12 points de services, 29 employées et employés, 309 000 documents de collection, 32 000 demandes, 382 000 circulations de documents et des dépenses totalisant 1,4 million de dollars. Les bibliothèques de Terre-Neuve s'éloignaient même davantage des normes canadiennes : soit 22 points de services, 51 employées et employés, 710 000 documents de collection, 50 000 demandes, 391 000 circulations de documents et des dépenses totalisant 2,7 millions de dollars.

4. Modèles d'impact, de 1994 à 1996

L'analyse des tendances constitue une autre façon permettant de comprendre l'impact culturel et économique des bibliothèques canadiennes issues des trois secteurs ayant participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques. Une approche comparative échelonnée sur plusieurs années dépasse l'analyse du secteur, de même que l'analyse par province et par territoire pour favoriser des descriptions plus approfondies de l'activité des bibliothèques, tout autant que de l'impact de celles-ci.

Le chapitre sur la méthodologie traitait de certaines mises en gardes aux conclusions du sondage qui sont particulièrement pertinentes à l'analyse des tendances des données actuelles du Programme. En guise de synthèse, comme des comparaisons échelonnées sur plusieurs années sont limitées par un nombre important de données manquantes de

même que par des modèles de statistiques qui s'avèrent extrêmement asymétriques parmi les variables du sondage, les variations et les modèles de sous-groupes médians tout au long du Programme échelonné sur trois ans représentent des indicateurs plus significatifs que l'analyse globale.

Les données manquantes dépendent de deux facteurs : tout d'abord, seulement 77 p. 100 des bibliothèques qui se sont enregistrées en 1996 et seulement 60 p. 100 des bibliothèques qui se sont enregistrées soit en 1994, en 1995 ou en 1996 ont participé au Programme national de statistiques de base des bibliothèques lors des trois années; deuxièmement, les taux de réponse pour les variables clés variaient seulement de 68 p. 100 pour les bibliothèques faisant part des demandes des utilisateurs à 93 p. 100 pour les bibliothèques communiquant la totalité de leurs dépenses. Les modèles de statistiques asymétriques signifient que les données, se situant aussi bien au-delà qu'à l'intérieur des secteurs, peuvent induire en erreur et déformer les vrais modèles de ressources et d'impacts bibliothécaires, car les variations et les modèles de sous-groupes demeurent cachés. En reconnaissant ces limites ainsi que d'autres limites liées à la méthodologie, les valeurs médianes sont apparues comme étant plus stables que les valeurs moyennes; pour fin de comparaison des données des trois années du Programme, mais les deux types de indicateurs ont été enregistrés dans l'analyse et dans les tableaux de données de l'annexe A (Tableaux 8 à 8c).

La comparaison des données recueillies sur trois ans, dans le cadre du Programme pour les années 1994 à 1996, démontre que les modèles de ressources et d'impacts bibliothécaires n'ont pas beaucoup changé.

Les demandes moyennes par bibliothèque sont légèrement ambiguës, mais semblent avoir quelque peu augmenté. En effet, les demandes médianes ont augmenté de 18 p. 100, soit de 2 200 demandes par bibliothèque, en 1994, à 2 600 en 1996 (Tableau 8). Par opposition, les demandes moyennes ont chuté de 3 p. 100 au cours de cette même période, passant de 32 600 demandes par bibliothèque, en 1994, à 31 600 en 1996.

Les statistiques par rapport à la moyenne des transactions liées à la circulation de documents, pour les circulations médianes et moyennes, apparaissent plus uniformes au cours des trois années, démontrant une légère augmentation. En effet, les circulations médianes ont augmenté de 0,6 p. 100, plafonnant à environ 21 000 documents par bibliothèque, au cours des années 1994 et 1996. De même, la circulation moyenne était relativement stable, augmentant de 1,5 p. 100, soit de 218 000 documents en 1994 à 221 400 en 1996.

En dépit de statistiques médianes et moyennes ambiguës, la moyenne de la dotation en personnel ETP, par bibliothèque, semblait relativement stable. Le personnel médian représentait 3,74 ETP par bibliothèque en 1994, et 3,65 ETP en 1996, soit une diminution de 2,4 p. 100. Néanmoins, le personnel moyen était de 20,08 ETP par

bibliothèque en 1994, contrairement à 20,27 en 1996, soit une augmentation de 0,9 p. 100.

Par ailleurs, l'importance moyenne des collections a augmenté. Les ressources documentaires médianes sont passées de 22 800 documents par bibliothèque en 1994, à 24 900 en 1996, soit une augmentation de 9 p. 100. Les statistiques moyennes affichent également une augmentation de 6,5 p. 100, soit de 200 400 par bibliothèque en 1994 à 213 500 en 1996.

En outre, la moyenne des abonnements à des publications en série par bibliothèque a légèrement augmenté. En effet, tandis que les abonnements médians n'affichaient aucun changement, en restant stables à 77 abonnements par bibliothèque aussi bien en 1994 qu'en 1996, les abonnements moyens étaient de 613 par bibliothèque en 1994 et de 640 en 1996, soit une augmentation de 4 p. 100.

De même, les points de services par bibliothèque ont légèrement augmenté. Tandis que les points de services médians demeuraient stables à 1 par bibliothèque, aussi bien en 1994 qu'en 1996, les points de services moyens augmentaient de 6,5 p. 100, soit de 3,1 points de services en 1994 à 3,3 en 1996.

Enfin, les dépenses moyennes des bibliothèques demeuraient relativement stables, affichant une augmentation de 0,3 p. 100, soit de 127 000 \$ par bibliothèque en 1994 à 127 400 \$ en 1996. Toutefois, les dépenses moyennes affichaient une diminution de 1,8 p. 100 entre 1994 et 1996, soit un peu plus de 1,1 million de dollars par bibliothèque en 1994, contrairement à un peu moins de 1,1 million de dollars en 1996.

Les modèles pour les dépenses liées au personnel et aux documents, par bibliothèque, semblaient moins équivoques, affichant chacun une légère augmentation. Les dépenses médianes relatives au personnel augmentaient de 3 p. 100, soit de 96 000 \$ en 1994 à presque 99 000 \$ en 1996. Les dépenses moyennes relatives au personnel augmentaient de 0,5 p. 100, soit de 767 000 \$ en 1994 à 771 000 \$ en 1996. Les dépenses médianes pour les documents augmentaient également, soit de 1,9 p. 100, passant ainsi de 26 600 \$ en 1994 à 27 100 \$ en 1996; les dépenses moyennes pour les documents affichaient pour leur part une augmentation de 9,9 p. 100, soit de 232 000 \$ en 1994 à 254 000 \$ en 1996.

En résumé, le Programme national de statistiques de base des bibliothèques affiche des conditions relativement stables au cours des trois années du Programme couvrant la période de 1994 à 1996 (Tableau 8) :

- les demandes, par bibliothèque, ont quelque peu augmenté, soit de 18 p. 100 pour les demandes médianes et 3 p. 100 pour les demandes moyennes (863 bibliothèques enregistrées);

- la circulation de documents, par bibliothèque, a très légèrement augmenté, soit de 0,6 p. 100 pour les circulations médianes et 1,5 p. 100 pour les circulations moyennes (965 bibliothèques enregistrées);
- la dotation en personnel ETP, par bibliothèque, demeurerait relativement stable, soit une diminution de 2,4 p. 100 du personnel médian mais une augmentation du personnel moyen de 0,9 p. 100 (1 110 bibliothèques enregistrées);
- les ressources documentaires de collection, par bibliothèque, ont augmenté, soit de 9 p. 100 pour les ressources documentaires médianes et 6,5 p. 100 pour les ressources documentaires moyennes (1 158 bibliothèques enregistrées);
- les abonnements à des publications en série, par bibliothèque, ont augmenté légèrement, soit aucun changement pour les abonnements médians et une augmentation de 4 p. 100 pour les abonnements moyens (1 141 bibliothèques enregistrées);
- les points de services, par bibliothèque, ont légèrement augmenté, soit aucun changement pour les points de services médians et une augmentation de 6,5 pour les points de services moyens (985 bibliothèques enregistrées);
- les dépenses, par bibliothèque, sont demeurées relativement stables, soit une augmentation de 0,3 p. 100 pour les dépenses médianes contrairement à une diminution de 1,8 p. 100 pour les dépenses moyennes (1 182 bibliothèques enregistrées);
- les dépenses relatives au personnel et aux documents, par bibliothèque, affichaient une légère augmentation dans les deux secteurs, soit 3 p. 100 pour les dépenses médianes relatives au personnel et 0,5 p. 100 pour les dépenses moyennes (1 055 bibliothèques enregistrées); les dépenses médianes relatives aux documents affichaient une augmentation de 1,9 p. 100 contrairement à 9,9 p. 100 pour les dépenses moyennes (1 109 bibliothèques enregistrées).

Une autre approche de l'analyse des tendances des ressources et des impacts des bibliothèques au cours des trois années du Programme national de statistiques de base des bibliothèques consiste à considérer les indicateurs généraux par habitant. Les tableaux 10 à 10b offrent les tendances d'impact par habitant, par secteur de bibliothèques.

Toutefois, en considérant l'analyse au niveau national, pour toutes les catégories de bibliothèques, un avertissement s'impose au sujet du choix des statistiques de populations qui sont utilisées pour calculer les niveaux de base par habitant : il y a chevauchement des populations dans les zones de services bibliothécaires. Par exemple, toutes les bibliothèques universitaires et spécialisées se trouvent à l'intérieur de la population de la zone de services d'une bibliothèque publique. Bien qu'un individu puisse s'attendre à recevoir des services de plusieurs de ces diverses bibliothèques, elle ou il n'est encore qu'une personne. Donc, dans le but de rester fidèle à l'analyse par habitant, laquelle est basée sur toutes les catégories de bibliothèques présentes dans une zone géographique, une statistique de la population nette doit être utilisée. Dans le

présent rapport, des données officielles de recensement pour le Canada ont été utilisées dans le cadre de l'analyse au niveau national (Tableau 9).

À partir de cette perspective, il est évident qu'il y a eu peu de changements dans la prestation de services par les bibliothèques canadiennes entre 1994 et 1996, en terme de indicateurs clés (Tableau 9) :

- les demandes sont demeurées stables à 1 par habitant;
- les circulations ont subi une diminution de 3 p. 100, soit 9,3 documents par habitant;
- les ressources documentaires ont subi une diminution de 5 p. 100, soit 9,5 documents par habitant;
- les abonnements à des publications en série sont demeurés stables, soit 29 par mille habitants;
- les dépenses ont subi une diminution de 12 p. 100, soit 48 \$ par habitant.

Bien que ce genre d'indicateurs descriptifs brossent un tableau général de l'impact des bibliothèques sur la société canadienne, ils ne révèlent pas les liens entre les indicateurs ou parmi les secteurs de bibliothèques, pas plus qu'ils ne considèrent les changements sociaux pouvant intervenir, tels la population. Malheureusement, un accord sur un ensemble de base d'indicateurs de changement clés dans les ressources et les impacts liés aux bibliothèques n'existe pas à ce stade-ci.

En considérant les limites des données recueillies dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques, les indicateurs clés suivants des ressources et des impacts des bibliothèques sont enregistrés par secteur de bibliothèques et par province/territoire, au cours des trois années couvrant la période de 1994 à 1996 :

- par habitant : les demandes, les circulations de documents, le personnel, les collections, les abonnements à des publications en série, les dépenses générales, les dépenses relatives au personnel, les dépenses relatives aux documents;
- le coefficient de rotation des collections;
- les pourcentages de ressources documentaires : les livres, les documents non livresques;
- les pourcentages liés au personnel : les bibliothécaires, les bibliotechniciens;
- les pourcentages des dépenses : le fonctionnement, les salaires du personnel, les collections.

Ces indicateurs confirment qu'il y a eu peu de changement au cours des trois années de cueillette de données dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques échelonné sur la période de 1994 à 1996 (Tableau 11) :

- le coefficient de rotation des collections est demeuré relativement stable à une circulation par ressource documentaire (907 bibliothèques enregistrées);
- les livres comptaient pour 55 p. 100 des ressources documentaires de collection, en 1996, contrairement à 46 p. 100 en 1994, soit une augmentation de 9 p. 100 (782 bibliothèques enregistrées);

- les bibliothécaires comptaient pour 20 p. 100 du personnel ETP, contrairement à 23 p. 100 en 1994, soit une diminution de 3 p. 100 (562 bibliothèques enregistrées);
- les dépenses de fonctionnement comptaient pour 99 p. 100 de la totalité des coûts, comparativement à 96 p. 100 en 1994, soit une augmentation de 3 p. 100 (1 008 bibliothèques enregistrées);
- les dépenses relatives au personnel comptaient pour 66 p. 100 des dépenses liées au fonctionnement en 1996; elles sont demeurées inchangées par rapport à 1994 (881 bibliothèques enregistrées);
- les dépenses relatives aux collections comptaient pour 24 p. 100 des dépenses liées au fonctionnement en 1996, contrairement à 22 p. 100 en 1994, soit une augmentation de 2 p. 100 (939 bibliothèques enregistrées).

Conclusions et recommandations

Ce rapport fournit une preuve statistique de l'importance des bibliothèques et des bibliothécaires dans l'évolution de la vie canadienne, aussi bien en termes culturels qu'économiques. Même si les données d'évaluation actuelles n'offrent pas un portrait complet de l'impact des services bibliothécaires sur la société canadienne, ils offrent tout de même une orientation.

Le portrait des résultats et des impacts des bibliothèques, qui est présenté dans ce rapport, est nécessairement incomplet et ce, pour deux principales raisons : le Programme national de statistiques de base des bibliothèques n'inclut pas les bibliothèques scolaires et, pour les trois secteurs actuellement enregistrés dans le Programme, les établissements n'y ont pas tous participé.

En outre, une quantité de dimensions de grande importance liées à la prestation de services en bibliothèque sont absentes du Programme, notamment la satisfaction générale de l'utilisateur, les visites sur place, de même que les visites «virtuelles» et l'accès à l'information en ligne non assisté.

Les services électroniques non assistés sont signalés afin qu'y soit prêtée une attention particulière. Comme ceux-ci deviennent de plus en plus envahissants dans la prestation de services d'information en bibliothèque et comme le virage de la possession vers l'accès prend de l'ampleur, des données d'évaluation normalisées et universelles, dans le but de décrire leur impact sur la culture canadienne, de même que sur l'économie, augmenteront en importance. Les auteurs s'entendent sur le fait qu'une grande quantité de renseignements statistiques est disponible en pièces détachées, à partir d'un éventail de ressources disparates, mais ces données n'ont pas encore été précisées, ni rassemblées.

Au moins, des changements sélectifs au Programme national de statistiques de base des bibliothèques devraient être considérés dans un proche avenir pour que la cueillette de données comprenne certains des autres indicateurs qui ont été mentionnés ci-dessus, en particulier ceux qui se rapportent à l'utilisation non assistée des ressources électroniques.

Entre-temps, comme les bibliothécaires s'éloignent des indicateurs traditionnels dans le but d'élaborer des approches plus vastes et plus exhaustives, destinées à préciser leur contribution à la société canadienne de même que leur contribution à l'impact des bibliothèques sur celle-ci, les nouveaux indicateurs qu'ils conçoivent doivent être valables, du point de vue conceptuel.

Compte tenu la complexité des bibliothèques, non seulement parmi les différents secteurs mais même au sein de chaque établissement, le défi consiste à articuler un concept de la valeur des bibliothèques qui puisse refléter la nature multidimensionnelle des services tout en favorisant une mesure normalisée et universelle.

L'articulation de ce concept s'avère urgente, tout d'abord parce que les bailleurs de fonds, qu'ils représentent l'entreprise ou le secteur public, ne semblent pas partager le même point de vue en ce qui concerne la valeur et l'avenir des bibliothèques et des bibliothécaires. Il est possible que certaines divergences s'expliquent par la difficulté inhérente à quantifier la contribution des bibliothécaires dans l'univers de l'information et des publications.

Toutefois, dans la recherche de description quantitative, il est important de se rappeler qu'une importante dimension des réalisations des bibliothécaires ne comporte pas d'étiquette de prix. Le résultat est que les contributions qualitatives aussi bien que quantitatives, envers l'économie basée sur le savoir qui est en émergence au Canada, doivent être reconnues et valorisées.

Par-dessus tout, nous devons nous rappeler que chacune des opérations effectuées dans les bibliothèques, que ce soit une question de référence, une consultation de document sur place, un emprunt pour utilisation à l'extérieur ou un accès à distance, représente un «moment de vérité» dans la vie des utilisateurs des bibliothèques canadiennes, c'est-à-dire une opportunité de satisfaire un besoin personnel et professionnel, de même qu'un progrès quotidien et ce, partout à l'échelle nationale.

Les bibliothécaires contribuent à la qualité de vie au Canada sur une base quotidienne en donnant accès à la culture à une grande partie du public : les enfants de tous âges à partir du préscolaire au secondaire, les enseignantes et les enseignants, les étudiantes et les étudiants postsecondaires et leur corps professoral, de même que les employeurs et les employés et employées du gouvernement, des organismes sans but lucratif et des différents secteurs d'entreprises.

Dans son objectif de devenir une société où le savoir occupe une place centrale, il est difficile d'imaginer un portrait de ce pays sans les bibliothécaires au premier rang, lesquels ajoutent une valeur importante à un univers d'ouverture sur l'information et les publications culturelles, éducatives, littéraires, artistiques, de même que celles sur l'entreprise.

Bibliographie

Rapports publiés et information

Kasher, Bob. «A Shame» (lettre à l'éditeur). *Feliciter*. Vol. 43, (novembre-décembre 1997). p.16.

Programme national de statistiques de base des bibliothèques : Rapport statistique pour 1994. Bibliothèque nationale du Canada. Sous la dir. de Mark T Kinnucan. 1996. URL : <http://www.nlc-bnc.ca/coopprog/nclsp-f.pdf>.

Programme national de statistiques de base des bibliothèques : Rapport statistique pour 1995. Bibliothèque nationale du Canada. Sous la dir. de Mark T Kinnucan. 1998. URL : <http://www.nlc-bnc.ca/coopprog/f98stats.pdf>.

Lunau, Carrol D. «Quelques données statistiques sur le prêt entre bibliothèques». *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*. Vol. 29, (juin 1997). p. 13.

Manning, Ralph W. «Counting Canadian Libraries». *Feliciter*. Vol. 43, (septembre 1997a). p. 40-43.

Manning, Ralph W. «La deuxième année du Programme national des statistiques de base des bibliothèques canadiennes». *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*. Vol. 30, (juillet-août 1998). p.11-12.

Manning, Ralph W. «National Statistics for Canadian Libraries», *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*. Vol. 25, (décembre 1993). p. 12.

Manning, Ralph W. «Programme national de statistiques de base des bibliothèques». *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*. Vol. 29, (février 1997b). p. 11-12.

Schrader, Alvin M. «Le Programme national canadien sur les statistiques en bibliothèques : premières étapes de développement d'indicateurs». *Comptes-rendus*. Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques. Bangkok, Thaïlande. Août 1999.

Autres publications de rapports et d'information pertinentes

Abend, Jennifer et Charles R. McClure. «Recent Views on Identifying Impacts from Public Libraries». *Public Library Quarterly*. Vol. 17, n° 3 (1999). p. 3-29.

Cavill, Pat et Mark Bodnar. *Transition : Changes in the Public and School Library Market*. Toronto, Ontario : Association of Canadian Publishers. 1997.

- CCPA Monitor. «Only Big Gambling Winners are Canadian Governments». (mars 1999). p. 5.
- Council of Administrators of Large Urban Public Libraries (CALUPL). *Canadian Public Library Statistics 1997; Canadian Libraries Serving Populations of 50,000 and Over*. Mississauga, Ontario : Mississauga Library System. 1998.
- «Poor Marks for Paul Martin's Budget» (éditorial). *Globe and Mail*. (17 février 1999). Section A16.
- «Digest : Fewer Police Officers Per Capita». *Journal d'Edmonton*. (10 février 1999). Section B6.
- Krueger, Peter J. «Alive and Well in Alberta». *University Affairs*. (mars 1999). p. 6.
- Statistique Canada. «Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada - 1997 et 1998 ». *Le Quotidien*. (9 février 1999). URL : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/990209/9990209.htm>
- Statistique Canada. «Arts d'interprétation 1996-1997». *Le Quotidien*. (4 mars 1999). URL : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/990304/9990304.htm>
- Statistique Canada. «Cinémas et ciné-parcs». *Le Quotidien*. (24 août 1998). URL : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/980824/9980824.htm>
- Statistique Canada.. «Dépenses et recettes des conseils scolaires». *Le Quotidien*. (22 avril 1999). URL: <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/990422/9990422.htm>
- Statistique Canada.. «Établissements du patrimoine, 1995-1996». *Le Quotidien*. (9 mars 1999). URL : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/980308/9980309.htm>
- Statistique Canada. «Les jeux de hasard : miser gros». *Le Quotidien*. (9 décembre 1998). URL : <http://www.statcan.ca/Daily/English/981209/d981209.htm>
- Les Associées de recherche EKOS Inc. *Les Canadiens, les bibliothèques publiques et l'autoroute de l'information : Rapport final*. Ottawa, Ontario : Les Associés de recherche EKOS Inc. 1998.
- Meunier, Pierre. «Des chiffres sur les bibliothèques [...] d'un océan à l'autre!». *Documentation et bibliothèques*. (janvier-mars 1997). p. 7-20.

- Public Library Association. *Statistical Report '98 : Public Library Data Service Statistical Report*. Chicago, Illinois : American Library Association. 1998.
- Sadava, Mike. «Albertans Lead Canada's Great Escape to the Movies». *Journal d'Edmonton*. (25 août 1998). Section B1.
- Statistique Canada. «Statistiques canadiennes : dépenses relatives à l'enseignement primaire et secondaire». 1994-1995. URL :
http://www.statcan.ca/Pgdb/People/Education/educ10a_f.htm
- Tibbetts, Janice et Jim Bronskill. «Fighting Crime Gets Almost \$400 million». *Vancouver Sun*. (17 février 1999). Section A9.
- U.S. Department of Education, National Center for Education Statistics. *The Status of Academic Libraries in the United States: Results from the 1990 and 1992 Academic Library Surveys*. Par Robert J. Rossi et M. Shannon Daugherty. American Institutes for Research. Washington, D.C. : National Center for Education Statistics (NCES). 1997. p. 97-413.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *Academic Libraries in the United States: 1994*. Par Margaret W. Cahalan et Natalie M. Justh, chargé de projet, Jeffrey W. Williams. Washington, D.C. : National Center for Education Statistics (NCES). 1998a. p. 98-275.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *How Does Your Public Library Compare? Service Performance of Peer Groups*. Par Keri Bassman, Westat Inc., Carole Lacampagne et Barbara Humes (NCES), National Institute on Postsecondary Education, Libraries and Lifelong Learning, Roslyn Korb et Adrienne Chute, Library Statistics Cooperative Program, National Center for Education Statistics. Washington, D.C. : National Center for Education Statistics. 1998b. p. 98-310.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *Public Libraries in the United States: FY 1995*. Par Adrienne Chute et Elaine Kroe, National Center for Education Statistics, Patricia Garner et Regina Padgett, Bureau of the Census. Washington, D.C. : National Center for Education Statistics (NCES). 1998c. p. 98-301.
- U.S. Department of Education. National Center for Education Statistics. *The Status of Academic Libraries in the United States: Results from the 1994 Academic Library Survey with Historical*. Par Margaret W. Cahalan et Natalie M. Justh, chargé de projet, Jeffrey W. Williams. Washington, D.C. : National Center for Education Statistics (NCES). 1998d. p. 98-31.

Weech, Terry L. «Validity and Comparability of Public Library Data: A Commentary on the Output Measures for Public Libraries». *Public Library Quarterly*. Vol. 8, n° 3-4 (1988). p. 7-18.

Ressources initiales utilisées pour l'entrée des données

Arts and Libraries Branch. Alberta Community Development. *Public Library Statistics 1996*. Edmonton, Alberta : Alberta Community Development. 1998.

Direction des services de bibliothèques. Ministère des Affaires publiques et du Logement. *Répertoire de prêt entre les bibliothèques de Colombie-Britannique : 1996*. Victoria, Colombie-Britannique. 1997.

Direction des services de bibliothèques. Ministère des Affaires publiques et du Logement. *Statistiques des bibliothèques publiques de la Colombie-Britannique : 1996*. Victoria, Colombie-Britannique. 1997.

Ministère de la Culture et des Communications. *Statistiques sur les bibliothèques publiques du Québec, 1996*. Québec, Québec. 1998.

Ressources secondaires utilisées pour la validation des données

Association des universités et collèges du Canada. *Répertoire des universités canadienne* ¾ *The Directory of Canadian Universities*. Ottawa, Ontario. 1997.

Micromédia Limitée. *Répertoire des bibliothèques du Canada* ¾ *Directory of Libraries in Canada* . 12^e éd. Toronto, Ontario. 1997.

ANNEXE A

Tableaux

2. Modèles d'impact et taux de réponse par indicateur – toutes les bibliothèques, 1996	74
1a. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1996	75
1b. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques universitaires, 1996	76
1c. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques spécialisées, 1996	77
3. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques, 1996	78
2a. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques – comparaisons, 1996	79
2b. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques – par bibliothèque, 1996	80
4. Modèles de dotation en personnel (ETP) par secteur de bibliothèques, 1996	81
3a. Modèles de dotation en personnel (ETP) par secteur de bibliothèques – comparaisons, 1996	82
3b. Modèles de dotation en personnel (ETP) par secteur de bibliothèques – par bibliothèques, 1996	83
4. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques, 1996	84
4a. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques – comparaisons, 1996	85
4b. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques – par bibliothèque, 1996	86
5. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques, 1996	87
5a. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques – comparaisons, 1996	88
5b. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques – par bibliothèque, 1996	89
6. Modèles d'impact par province et territoire, 1996	90
6a. Modèles d'impact par province et territoire – comparaisons, 1996	91
6b. Modèles d'impact par province et territoire – par bibliothèque, 1996	92
7. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques et par province et territoire – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1996	93
7a. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques et par province et territoire – bibliothèques universitaires, 1996	94
7b. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques et par province et territoire – bibliothèques spécialisées, 1996	95
8. Tendances d'impact – toutes les bibliothèques – par bibliothèque, 1994-1996	97
8a. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales – par bibliothèque, 1994-1996	98

8b. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques universitaires – par bibliothèque, 1994-1996	99
8c. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques spécialisées – par bibliothèque, 1994-1996	100
9. Tendances d'impact – population canadienne – par habitant, 1994-1996	101
10. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales – par habitant, 1994-1996	102
10a. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques universitaires – par habitant, 1994-1996	103
10b. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques spécialisées – par habitant, 1994-1996	104
11. Indicateurs clés – toutes les bibliothèques, 1994-1996	105
11a. Indicateurs clés par secteur de bibliothèques – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996	106
11b. Indicateurs clés par secteur de bibliothèques – bibliothèques universitaires, 1994-1996	107
11c. Indicateurs clés par secteur de bibliothèques – bibliothèques spécialisées, 1994-1996	108
12. Indicateurs clés par province et territoire, 1994-1996	109

Tableau 1. Modèles d'impact et taux de réponse par indicateur – toutes les bibliothèques, 1996

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Total	Bibliothèques enregistrées (N=1,643)	Taux de réponse par indicateur*
Collections	282 567 889	1 563	95 %
Abonnements à des publications en série	849 925	1 551	94 %
Personnel ETP	24 681,81	1 529	93 %
Dépenses totales	1 433 477 173 \$	1 520	93 %
Dépenses liées au fonctionnement	1 417 524 575 \$	1 514	92 %
Population de la zone desservie	Sans objet	1 488	91 %
Transactions de prêt	275 960 489	1 460	89 %
Points de services	3 994	1 319	80 %
Transactions liées à des demandes de renseignements	30 165 887	1 160	71 %
Transactions liées aux emprunts de PEB	966 768	989	60 %
Transactions liées aux prêts de PEB	1 350 538	953	58 %
Dépenses en capital	15 952 598 \$	564	34 %

* Ce taux comprend les bibliothèques ayant enregistré «0».

Tableau 1a. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1996

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Municipale*		Provinciale/ Territoriale*	
	Bibliothèques enregistrées (998)	Taux de réponse par indicateur **	Bibliothèques enregistrées (6)	Taux de réponse par indicateur **
Population de la zone desservie	989	99 %	6	100 %
Dépenses totales	981	98 %	6	100 %
Dépenses liées au fonctionnement	979	98 %	6	100 %
Transactions de prêt	974	98 %	4	67 %
Collections	955	96 %	6	100 %
Abonnements à des publications en série	936	94 %	6	100 %
Personnel ETP	905	91 %	6	100 %
Points de services	757	76 %	6	100 %
Transactions liées des demandes de renseignements	721	72 %	4	67 %
Transactions liées aux emprunts de PEB	538	54 %	3	50 %
Transactions liées aux prêts de PEB	506	51 %	4	67 %
Dépenses en capital	345	35 %	4	67 %

* Le classement descendant est organisé selon les taux de réponse pour les bibliothèques publiques.

** Ce taux comprend les bibliothèques ayant enregistré «0».

Tableau 1b. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques universitaires, 1996

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Université*		Collège*	
	Bibliothèques enregistrées (85)	Taux de réponse par indicateur **	Bibliothèques enregistrées (123)	Taux de réponse par indicateur **
Personnel ETP	85	100 %	122	99 %
Collections	85	100 %	119	97 %
Dépenses totales	85	100 %	118	96 %
Dépenses liées au fonctionnement	85	100 %	118	96 %
Abonnements à des publications en série	84	99 %	121	98 %
Transactions liées au prêt	83	98 %	112	91 %
Transactions liées aux prêts de PEB	82	96 %	98	80 %
Transactions liées aux emprunts de PEB	81	95 %	100	81 %
Points de services	68	80 %	108	88 %
Transactions liées à des demandes de renseignements	65	76 %	67	54 %
Population de la zone desservie	44	52 %	107	87 %
Dépenses en capital	26	31 %	65	53 %

* Le classement descendant est organisé selon les taux de réponse pour les bibliothèques universitaires.

** Ce taux comprend les bibliothèques ayant enregistré «0».

Tableau 1c. Taux de réponse par indicateur – bibliothèques spécialisées, 1996

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Gouvernementale*		Sans but lucratif*		À but lucratif*	
	Bibliothèques enregistrées (166)	Taux de réponse par indicateur* *	Bibliothèques enregistrées (196)	Taux de réponse par indicateur* *	Bibliothèques enregistrées (68)	Taux de réponse par indicateur* *
Personnel ETP	162	98 %	180	92 %	68	100 %
Collections	155	93 %	177	90 %	65	96 %
Abonnements à des publications en série	155	93 %	181	92 %	67	99 %
Points de services	148	89 %	176	90 %	55	81 %
Population de la zone desservie	134	81 %	147	75 %	61	90 %
Transactions liées à des demandes de renseignements	129	78 %	132	67 %	41	60 %
Transactions de prêt	129	78 %	122	62 %	35	51 %
Dépenses totales	130	78 %	152	78 %	47	69 %
Dépenses liées au fonctionnement	129	78 %	149	76 %	47	69 %
Transactions liées aux emprunts de PEB	120	72 %	107	55 %	39	57 %
Transactions liées aux prêts de PEB	114	69 %	109	56 %	39	57 %
Dépenses en capital	41	25 %	70	36 %	13	19 %

* Le classement descendant est organisé selon les taux de réponse pour les bibliothèques gouvernementales.

** Ce taux comprend les bibliothèques ayant enregistré «0».

Tableau 2. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques, 1996

Catégorie de bibliothèques	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseignements	Transactions de prêt	Dépenses
Publique	998	26 664 597	2,495	13 321,18	84 343 246	23 200 988	239 772 163	713 332 161 \$
Provinciale/Territoriale	6	14 654 753	9	221,80	4 060 820	46 126	207 133	16 489 847 \$
Universitaire	85	381 189	629	7 461,79	150 971 989	4 760 617	28 065 891	479 858 647 \$
Collégiale	123	690 010	195	1 124,79	7 967 472	733 905	4 181 274	55 457 255 \$
Gouvernementale	166	206 703	279	1 398,36	13 906 665	650 522	806 911	97 679 718 \$
Sans but lucratif	196	395 002	317	475,93	4 137 164	458 109	1 486 340	25 728 916 \$
À but lucratif	68	152 508	69	217,95	1 358 588	267 111	1 323 514	12 470 600 \$
Nationale	1	Sans objet	1	460,00	15 821 945	48 509	117 263	32 460 029 \$
Total	1 643	Sans objet	3 994	24 681,81	282 567 889	30 165 887	275 960 489	1 433 477 173 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 643	1 488	1 319	1 478	1 563	1 138	1 429	1 519

Tableau 2a. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques – comparaisons, 1996

Catégorie de bibliothèques	Bibliothèques	Points de services	Personnel ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseignements	Transactions de prêt	Dépenses
Publique	60,7 %	62,5 %	54,0 %	29,8 %	76,9 %	86,9 %	49,8 %
Provinciale/Territoriale	0,4 %	0,2 %	0,9 %	1,4 %	0,2 %	0,1 %	1,2 %
Universitaire	5,2 %	15,7 %	30,2 %	53,4 %	15,8 %	10,2 %	33,5 %
Collégiale	7,5 %	4,9 %	4,6 %	2,8 %	2,4 %	1,5 %	3,9 %
Gouvernementale	10,1 %	7,0 %	5,7 %	4,9 %	2,2 %	0,3 %	6,8 %
Sans but lucratif	11,9 %	7,9 %	1,9 %	1,5 %	1,5 %	0,5 %	1,8 %
À but lucratif	4,1 %	1,7 %	0,9 %	0,5 %	0,9 %	0,5 %	0,9 %
Nationale	0,1 %	<0,1 %	1,9 %	5,6 %	0,2 %	0,0 %	2,3 %
Total	100,0 % 1 643	100,0 % 3 994	100,0 % 24 681,81	100,0 % 282 567 889	100,0 % 30 165 887	100,0 % 275 960 489	100,0 % 1 433 477 173 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 643	1 319	1 478	1 563	1 138	1 429	1 519

Tableau 2b. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques – par bibliothèque, 1996

Catégorie de bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseignements	Transactions de prêt	Dépenses
Publique	26 961	3,3	15,21	88 318	32 724	249 243	72 788 \$
Provinciale/Territoriale	2 442 459	1,5	36,97	676 803	11 532	6 354	2 748 308 \$
Universitaire	8 663	9,3	87,79	1 776 141	73 240	338 143	5 645 396 \$
Collégiale	6 449	1,8	9,22	66 954	10 954	37 669	469 977 \$
Gouvernementale	1 543	1,9	8,69	89 720	5 043	6 354	751 382 \$
Sans but lucratif	2 687	1,8	2,99	23 374	3 755	14 022	169 269 \$
À but lucratif	2 500	1,3	3,21	20 901	6 515	37 815	265 332 \$
Total	28 995	3,0	16,70	180 786	26 508	193 114	943 698 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 488	1 319	1 478	1 563	1 138	1 429	1 519

Tableau 3. Modèles de dotation en personnel (ETP*) par secteur de bibliothèques, 1996

Catégorie de bibliothèques	Personnel total	Bibliothécaires	Bibliotechniciens	Autres professionnels	Autre personnel rémunéré
Publique	13 321,18	2 109,66	830,43	192,87	6 843,98
Provinciale/Territoriale	221,80	60,50	68,60	16,00	76,70
Universitaire	7 461,79	1 318,95	484,74	20,00	5 809,10
Collégiale	1 124,79	212,35	488,64	28,85	375,53
Gouvernementale	1 398,36	409,93	275,14	120,12	580,17
Sans but lucratif	475,93	137,11	116,50	26,62	184,35
À but lucratif	217,95	93,32	56,43	6,40	61,80
Nationale	460,00	200,00	---	---	260,00
Total	24 681,81	4 541,82	2 320,48	410,86	14 191,63
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 478	756	604	173	824

* ETP = équivalent temps plein

Tableau 3a. Modèles de dotation en personnel (ETP*) par secteur de bibliothèques – comparaisons, 1996

Catégorie de bibliothèques	Personnel total	Bibliothécaires	Bibliotechniciens	Autres professionnels	Autre personnel rémunéré
Publique	54,0 %	46,4 %	35,8 %	46,9 %	48,2 %
Provinciale/Territoriale	0,9 %	1,3 %	3,0 %	3,9 %	0,5 %
Universitaire	30,2 %	29,0 %	20,9 %	4,9 %	40,9 %
Collégiale	4,6 %	4,7 %	21,1 %	7,0 %	2,6 %
Gouvernementale	5,7 %	9,0 %	11,9 %	29,2 %	4,1 %
Sans but lucratif	1,9 %	3,0 %	5,0 %	6,5 %	1,3 %
À but lucratif	0,9 %	2,1 %	2,4 %	1,6 %	0,4 %
Nationale	1,9 %	4,4 %	---	---	1,8 %
Total	100,0 % 24 681,81	100,0 % 4 541,82	100,0 % 2 320,48	100,0 % 410,86	100,0 % 14 191,63
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 478	756	604	173	824

Tableau 3b. Modèles de dotation en personnel (ETP*) par secteur de bibliothèques – par bibliothèque, 1996

Catégorie de bibliothèque	Personnel total	Bibliothécaires	Bibliotechniciens	Autres professionnels	Autre personnel rémunéré
Publique	15,21	6,76	2,76	2,22	12,33
Provinciale/Territoriale	36,97	10,08	13,72	5,33	12,78
Universitaire	87,79	17,13	13,47	2,22	73,53
Collégiale	9,22	2,08	4,79	1,60	3,58
Gouvernementale	8,69	3,60	2,48	5,22	7,25
Sans but lucratif	2,99	1,49	1,37	0,99	2,93
À but lucratif	3,21	1,79	1,66	1,07	1,77
Total	16,70	6,01	3,84	2,37	17,22
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 478	756	604	173	824

Tableau 4. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques, 1996

Catégorie de bibliothèques	Ressources documentaires totales	Livres	Documents non livresques	Abonnements à des publications en série
Publique	84 343 246	73 586 115	10 757 131	193 581
Provinciale/Territoriale	4 060 820	1 282 563	2 778 257	14 695
Universitaire	150 971 989	68 260 699	82 711 290	433 442
Collégiale	7 967 472	5 726 457	2 241 015	40 934
Gouvernementale	13 906 665	7 846 068	6 060 597	87 875
Sans but lucratif	4 137 164	1 780 692	2 356 472	24 964
À but lucratif	1 358 588	451 665	906 923	20 752
Nationale	15 821 945	6 328 451	9 493 494	33 682
Total	282 567 889	165 262 710	117 305 179	849 925
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 563	1 548	1 201	1 525

Tableau 4a. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques – comparaisons, 1996

Catégorie de bibliothèques	Ressources documentaires totales	Livres	Documents non livresques	Abonnements à des publications en série
Publique	29,8 %	44,5 %	9,2 %	22,8 %
Provinciale/Territoriale	1,4 %	0,8 %	2,4 %	1,7 %
Universitaire	53,4 %	41,3 %	70,5 %	51,0 %
Collégiale	2,8 %	3,5 %	1,9 %	4,8 %
Gouvernementale	4,9 %	4,7 %	5,2 %	10,3 %
Sans but lucratif	1,5 %	1,1 %	2,0 %	2,9 %
À but lucratif	0,5 %	0,3 %	0,8 %	2,4 %
Nationale	5,6 %	3,8 %	8,1 %	4,0 %
Total	100,0 % 282 567 889	100,0 % 165 262 710	100,0 % 117 305 179	100,0 % 849 925
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 563	1 548	1 201	1 525

Tableau 4b. Modèles de ressources documentaires de collection par secteur de bibliothèques – par bibliothèque, 1996

Catégorie de bibliothèques	Ressources documentaires totales	Livres	Documents non livresques	Abonnements à des publications en série
Publique	88 318	77 541	15 478	212
Provinciale/Territoriale	676 803	213 761	463 043	2 449
Universitaire	1 776 141	803 067	1 008 674	5 160
Collégiale	66 954	48 121	21 757	338
Gouvernementale	89 720	51 961	49 273	571
Sans but lucratif	23 374	10 293	16 953	140
À but lucratif	20 901	7 057	17 441	310
Total	180 786	106 759	97 673	557
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 563	1 548	1 201	1 525

Tableau 5. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques, 1996

Catégorie de bibliothèques	Dépenses totales	Dépenses en capital	Dépenses liées au fonctionnement			Dépenses totales liées au fonctionnement
			Personnel	Collections	Autres	
Publique	713 332 161 \$	9 481 274 \$	494 784 643 \$	96 020 189 \$	113 046 055 \$	703 850 887 \$
Provinciale/Territoriale	16 489 847 \$	57 999 \$	10 330 671 \$	1 015 423 \$	5 085 754 \$	16 431 848 \$
Universitaire	479 858 647 \$	2 738 834 \$	262 624 441 \$	172 509 767 \$	41 985 605 \$	477 119 813 \$
Collégiale	55 457 255 \$	1 996 849 \$	39 362 685 \$	10 466 672 \$	3 631 049 \$	53 460 406 \$
Gouvernementale	97 679 718 \$	934 474 \$	52 404 731 \$	25 911 571 \$	18 428 942 \$	96 745 244 \$
Sans but lucratif	25 728 916 \$	542 734 \$	12 757 077 \$	7 806 206 \$	4 622 899 \$	25 186 182 \$
À but lucratif	12 470 600 \$	200 434 \$	4 869 548 \$	5 289 114 \$	2 111 504 \$	12 270 166 \$
Nationale	32 460 029 \$	---	21 935 061 \$	1 840 471 \$	8 684 497 \$	32 460 029 \$
Total	1 433 477 173 \$	15 952 598 \$	899 068 857 \$	320 859 413 \$	197 596 305 \$	1 417 524 575 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 519	471	1 329	1 429	1 174	1 511

Tableau 5a. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques – comparaisons, 1996

Catégorie de bibliothèques	Dépenses totales	Dépenses en capital	Dépenses liées au fonctionnement			Dépenses totales liées au fonctionnement
			Personnel	Collections	Autres	
Publique	49,8 %	59,4 %	55,0 %	29,8 %	57,2 %	49,7 %
Provinciale/Territoriale	1,2 %	0,4 %	1,1 %	0,3 %	2,6 %	1,2 %
Universitaire	33,5 %	17,2 %	29,2 %	53,8 %	21,2 %	33,7 %
Collégiale	3,9 %	12,5 %	4,4 %	3,3 %	1,8 %	3,8 %
Gouvernementale	6,8 %	5,9 %	5,8 %	8,1 %	9,3 %	6,8 %
Sans but lucratif	1,8 %	3,4 %	1,4 %	2,4 %	2,3 %	1,8 %
À but lucratif	,9 %	1,3 %	,5 %	1,6 %	1,1 %	0,9 %
Nationale	2,3 %	---	2,4 %	0,6 %	4,4 %	2,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
	1 433 477 173 \$	15 952 598 \$	899 068 857 \$	320 859 413 \$	197 596 305 \$	1 417 524 575 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 519	471	1 329	1 429	1 174	1 511

Tableau 5b. Modèles de dépenses par secteur de bibliothèques – par bibliothèque, 1996

Catégorie de bibliothèques	Dépenses totales	Dépenses en capital	Dépenses liées au fonctionnement			Dépenses totales liées au fonctionnement
			Personnel	Collections	Autres	
Publique	727 890 \$	29 445 \$	559 079 \$	104 826 \$	145 303 \$	720 421 \$
Provinciale/Territoriale	2 748 308 \$	57 999 \$	1 721 779 \$	169 237 \$	847 626 \$	2 738 641 \$
Universitaire	5 645 396 \$	119 080 \$	3 126 481 \$	2 029 527 \$	538 277 \$	5 613 174 \$
Collégiale	469 977 \$	36 306 \$	378 487 \$	92 625 \$	36 310 \$	453 054 \$
Gouvernementale	751 382 \$	37 379 \$	503 892 \$	207 293 \$	209 420 \$	749 963 \$
Sans but lucratif	169 269 \$	15 076 \$	117 037 \$	56 567 \$	43 612 \$	170 177 \$
À but lucratif	265 332 \$	22 270 \$	135 265 \$	114 981 \$	111 132 \$	261 067 \$
Total	943 698 \$	33 870 \$	676 500 \$	224 534 \$	168 310 \$	938 137 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 519	471	1 329	1 429	1 174	1 511

Tableau 6. Modèles d'impact par province et territoire, 1996

Province/Territoire	Population* (en milliers)	Bibliothèques	Points de services	Personne 1 ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseigne- ments	Transactions de prêt	Dépenses
Colombie-Britannique	3 882,0	159	433	3 263,24	33 323 531	5 088 593	47 601 787	208 140 520 \$
Alberta	2 780,6	318	460	2 118,88	32 240 914	5 155 667	30 429 529	97 864 463 \$
Saskatchewan	1 019,5	45	513	1 096,60	13 282 873	797 521	12 592 918	47 397 834 \$
Manitoba	1 134,3	76	66	482,23	6 807 861	162 797	9 560 842	46 142 615 \$
Ontario	11 100,9	623	1 702	11 141,87	124 942 723	15 793 403	114 028 646	633 806 935 \$
Québec	7 274,0	331	302	4 672,59	48 307 201	1 980 902	46 904 414	305 665 284 \$
Nouveau-Brunswick	753,0	29	119	517,99	8 442 098	322 187	4 614 042	21 933 923 \$
Nouvelle-Écosse	931,2	37	168	866,03	7 604 992	451 736	6 708 984	45 427 555 \$
Île-du-Prince-Édouard	136,2	5	35	80,02	912 129	3 689	692 478	4 194 031 \$
Terre-Neuve	560,6	9	132	356,60	6 394 172	349 270	2 348 026	18 851 210 \$
Territoires du Nord- Ouest	31,9	7	30	28,75	269 395	35 328	276 155	1 869 803 \$
Yukon	67,6	4	34	57,00	40 000	24 794	202 668	2 183 000 \$
Total	29 671,9	1 643	3 994	24 681,81	282 567 889	30 165 887	275 960 489	1 433 477 173 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées		1 643	1 319	1 478	1 563	1 138	1 429	1 519

* Source : Statistique Canada URL : <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Population/demo02.htm>

Tableau 6a. Modèles d'impact par province et territoire – comparaisons, 1996

Province/Territoire	Population *	Bibliothèques	Points de services	Personne 1 ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseigne- ments	Transactions de prêt	Dépenses
Colombie-Britannique	13,1 %	9,7 %	10,8 %	13,1 %	11,8 %	16,9 %	17,2 %	14,5 %
Alberta	9,4 %	19,4 %	11,5 %	8,5 %	11,4 %	17,1 %	11,0 %	6,8 %
Saskatchewan	3,4 %	2,7 %	12,8 %	4,4 %	4,7 %	2,6 %	4,6 %	3,3 %
Manitoba	3,8 %	4,6 %	1,7 %	1,9 %	2,4 %	0,5 %	3,5 %	3,2 %
Ontario	37,4 %	37,9 %	42,6 %	45,6 %	44,2 %	52,4 %	41,3 %	44,2 %
Québec	24,5 %	20,1 %	7,6 %	18,8 %	17,1 %	6,6 %	17,0 %	21,3 %
Nouveau-Brunswick	2,5 %	1,8 %	3,0 %	2,1 %	3,0 %	1,1 %	1,7 %	1,5 %
Nouvelle-Écosse	3,1 %	2,3 %	4,2 %	3,5 %	2,7 %	1,5 %	2,4 %	3,2 %
Île-du-Prince-Édouard	0,5 %	0,3 %	0,9 %	0,3 %	0,3 %	<0,1 %	0,3 %	0,3 %
Terre-Neuve	1,9 %	0,5 %	3,3 %	1,4 %	2,3 %	1,2 %	0,9 %	1,3 %
Territoires du Nord-Ouest	0,1 %	0,4 %	0,8 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Yukon	0,2 %	0,2 %	0,9 %	0,2 %	<0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Total	100,0 %	100,0 % 1 643	100,0 % 3 994	100,0 % 24 681,81	100,0 % 282 567 889	100,0 % 30 165 887	100,0 % 275 960 489	100,0 % 1 433 477 173 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées		1 643	1 319	1 478	1 563	1 138	1 429	1 519

* Source : Statistique Canada URL : <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Population/demo02.htm>

Tableau 6b. Modèles d'impact par province et territoire – par bibliothèque, 1996

Province/Territoire	Points de services	Personne l ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseignements	Transactions de prêt	Dépenses
Colombie-Britannique	3,2	24,91	250 553	43 492	360 620	1 425 620 \$
Alberta	1,5	7,71	106 758	19 382	106 770	334 008 \$
Saskatchewan	12,2	28,86	308 904	31 901	381 604	1 354 224 \$
Manitoba	2,8	20,09	95 885	12 523	147 090	659 180 \$
Ontario	2,8	18,90	205 836	28 768	211 949	1 087 147 \$
Québec	2,7	14,33	150 960	19 232	153 785	961 212 \$
Nouveau-Brunswick	4,3	18,50	301 504	16 957	192 252	913 913 \$
Nouvelle-Écosse	4,5	25,47	211 250	15 577	239 607	1 622 413 \$
Île-du-Prince-Édouard	7,0	16,00	182 426	1 230	138 496	838 806 \$
Terre-Neuve	22,0	50,94	710 464	49 896	391 338	2 693 030 \$
Territoires du Nord-Ouest	4,3	4,11	38 485	8 832	55 231	311 634 \$
Yukon	8,5	19,00	20 000	8 265	67 556	545 750 \$
Total	3,0	16,83	180 786	26 508	193 114	943 698 \$
Nombre de bibliothèques enregistrées	1 319	1 478	1 563	1 138	1 429	1 519

Tableau 7. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques et par province et territoire– Bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1996

Catégorie de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseignements	Transactions de prêt	Dépenses	
Publique	Colombie-Britannique	90	3 686 347	229	1 823,38	11 170 408	4 139 412	40 200 666	116 596 707 \$	
	Alberta	255	2 360 576	299	1 306,15	10 167 738	4 318 577	28 123 944	47 714 695 \$	
	Saskatchewan	10	988 197	446	685,97	4 131 379	642 083	10 974 485	26 442 195 \$	
	Manitoba	50	899 685	---	---	2 641 237	---	8 117 146	21 775 797 \$	
	Ontario	403	9 798 148	1 194	6 261,88	36 658 936	13 353 940	100 690 332	306 526 599 \$	
	Québec	172	6 566 282	---	2 331,40	14 096 797	---	39 196 409	155 726 190 \$	
	Nouveau-Brunswick	5	675 165	68	221,30	1 494 827	211 242	3 291 607	8 677 030 \$	
	Nouvelle-Écosse	9	909 282	98	482,10	2 202 421	245 603	6 201 409	19 404 082 \$	
	Île-du-Prince-Édouard	1	131 000	24	35,00	265 022	---	593 998	1 479 800 \$	
	Terre-Neuve	1	551 792	98	114,00	1 338 481	243 860	1 932 355	6 341 066 \$	
	Territoires du Nord-Ouest	1	64 500	21	16,00	176 000	29 885	265 021	1 070 000 \$	
	Yukon	1	33 623	18	44,00	---	16 386	184 791	1 578 000 \$	
	Sous-total		998	26 664 597	2 495	13 321,18	84 343 246	23 200 988	239 772 163	713 332 161 \$
	Provinciale/	Colombie-Britannique	1	3 855 140	2	16,30	788	---	---	1 189 861 \$

Territoriale	Alberta	---	---	---	---	---	---	---	---
	Saskatchewan	1	988 928	1	34,50	260 913	1 759	1 171	1 847 785 \$
	Manitoba	1	1 038 708	1	20,00	169 562	3 290	125 873	1 363 180 \$
	Ontario	---	---	---	---	---	---	---	---
	Québec	1	7 138 795	3	110,00	3 561 101	39 754	72 030	9 833 951 \$
	Nouveau-Brunswick	1	723 900	1	13,00	2 254	---	---	874 800 \$
	Nouvelle-Écosse	1	909 282	1	28,00	66 202	1 323	8 059	1 380 270 \$
	Île-du-Prince-Édouard	---	---	---	---	---	---	---	---
	Terre-Neuve	---	---	---	---	---	---	---	---
	Territoires du Nord-Ouest	---	---	---	---	---	---	---	---
	Yukon	---	---	---	---	---	---	---	---
	Sous-total	6	14 654 753	9	221,80	4 060 820	46 126	207 133	16 489 847 \$

Tableau 7a. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques et par province et territoire – bibliothèques universitaires, 1996

Catégorie de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Opérations liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
Universitaire	Colombie-Britannique	10	85 119	76	1 028,69	18 132 093	576 841	6 297 790	65 304 626 \$
	Alberta	6	2 121	43	430,30	19 716 101	520 250	1 530 304	35 154 400 \$
	Saskatchewan	6	12 486	31	319,30	7 595 574	98 357	1 344 214	17 045 697 \$
	Manitoba	3	---	40	350,00	3 595 930	86 435	967 992	16 707 175 \$
	Ontario	23	15 345	228	2 905,15	60 574 483	1 503 807	9 786 893	187 310 336 \$
	Québec	22	264 282	133	1 602,10	24 210 908	1 640 053	5 993 758	110 026 714 \$
	Nouveau-Brunswick	4	---	20	236,00	6 569 081	88 554	1 241 590	10 846 942 \$
	Nouvelle-Écosse	9	1 836	36	313,25	4 990 976	144 481	408 312	23 047 697 \$
	Île-du-Prince-Édouard	1	---	4	40,00	594 715	---	82 497	2 049 085 \$
	Terre-Neuve	1	---	18	237,00	4 992 128	101 839	412 541	12 365 975 \$
	Territoires du Nord-Ouest	---	---	---	---	---	---	---	---
	Yukon	---	---	---	---	---	---	---	---
	Sous-total		85	381 189	629	7 461,79	150 971 989	4 760 617	28 065 891

Collégiale	Colombie-Britannique	17	58 967	30	252,14	1 410 629	212 256	1 026 096	15 261 136 \$
	Alberta	15	50 794	26	178,91	1 110 904	128 435	616 183	6 476 589 \$
	Saskatchewan	6	21 525	10	26,48	697 016	23 477	151 547	1 406 664 \$
	Manitoba	3	41 584	5	31,29	126 277	13 641	81 965	1 780 604 \$
	Ontario	25	310 968	53	294,42	1 269 760	238 310	943 655	14 825 074 \$
	Québec	44	181 107	45	302,42	3 155 544	90 911	1 296 592	14 060 951 \$
	Nouveau-Brunswick	6	4 000	5	13,88	74 550	14 125	26 675	363 578 \$
	Nouvelle-Écosse	1	---	1	1,00	14 000	---	---	---
	Île-du-Prince-Édouard	1	4 000	4	3,00	31 817	1 644	14 370	450 433 \$
	Terre-Neuve	---	---	---	---	---	---	---	---
	Territoires du Nord-Ouest	4	7 065	4	9,25	41 975	3 106	10 191	306 226 \$
	Yukon	1	10 000	12	12,00	35 000	8 000	14 000	526 000 \$
	Sous-total	123	690 010	195	1 124,79	7 967 472	733 905	4 181 274	55 457 255 \$

Tableau 7b. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques et par province et territoire – bibliothèques spécialisées 1996

Catégorie de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personnel ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseignements	Transactions de prêt	Dépenses
Gouvernementale	Colombie-Britannique	11	8 800	13	61,21	1 912 597	48 769	42 635	3 916 266 \$
	Alberta	16	14 004	66	125,20	659 426	47 268	90 398	5 260 143 \$
	Saskatchewan	9	8 200	12	19,75	214 666	14 023	20 073	364 993 \$
	Manitoba	9	36 130	10	68,50	244 363	54 409	211 566	4 046 800 \$
	Ontario	60	99 069	97	913,65	9 102 674	323 556	224 492	74 772 571 \$
	Québec	36	26 331	41	157,46	1 155 120	132 808	157 167	6 941 049 \$
	Nouveau-Brunswick	8	2 019	8	21,00	197 499	6 075	32 417	533 526 \$
	Nouvelle-Écosse	8	11 270	9	21,50	305 787	17 298	20 222	1 129 124 \$
	Île-du-Prince-Édouard	---	---	---	---	---	---	---	---
	Terre-Neuve	6	455	15	5,60	63 113	3 571	3 121	143 669 \$
	Territoires du Nord-Ouest	2	425	5	3,50	51 420	2 337	943	493 577 \$
	Yukon	1	---	3	1,00	---	408	3 877	78 000 \$
	Sous-total		166	206 703	279	1 398,37	13 906 665	650 522	806 911

Sans but lucratif	Colombie-Britannique	21	16 713	76	63,60	613 074	104 735	25 180	4 966 724 \$
	Alberta	13	33 546	12	26,47	66 378	25 403	36 252	515 053 \$
	Saskatchewan	12	10 815	13	8,60	368 325	12 822	98 428	169 500 \$
	Manitoba	9	16 570	9	11,85	28 489	5 022	56 300	413 059 \$
	Ontario	78	220 755	92	200,29	1 107 290	206 335	1 068 157	10 893 209 \$
	Québec	46	69 328	71	134,11	1 801 590	57 225	107 766	7 450 729 \$
	Nouveau-Brunswick	5	7 140	17	12,81	103 887	2 191	21 753	638 047 \$
	Nouvelle-Écosse	8	18 040	22	16,18	22 106	42 331	70 882	466 382 \$
	Île-du-Prince-Édouard	2	1 495	3	2,02	20 575	2 045	1 613	214 713 \$
	Terre-Neuve	1	600	1	0,00	450	---	9	500 \$
	Territoires du Nord-Ouest	---	---	---	---	---	---	---	---
	Yukon	1	---	1	0,00	5 000	0	0	1 000 \$
	Sous-total	196	395 002	317	475,93	4 137 164	458 109	1 486 340	25 728 916 \$

Tableau 7b. Modèles d'impact par secteur de bibliothèques et par province et territoire – bibliothèques spécialisées 1996 – suite

Catégorie de bibliothèques	Province/Territoire	Bibliothèques	Population de la zone desservie	Points de services	Personne l ETP	Collections	Transactions liées à des demandes de renseignements	Opérations de prêt	Dépenses
À but lucratif	Colombie-Britannique	9	7 314	7	17,92	83 942	6 580	9 420	905 200 \$
	Alberta	13	7 900	14	51,85	520 367	115 734	32 448	2 743 583 \$
	Saskatchewan	1	3 000	---	2,00	15 000	5 000	3 000	121 000 \$
	Manitoba	1	135	1	0,60	2 003	---	---	56 000 \$
	Ontario	33	120 229	37	106,48	407 635	118 946	1 197 854	7 019 117 \$
	Québec	10	13 630	9	35,10	326 141	20 151	80 692	1 625 700 \$
	Nouveau-Brunswick	---	---	---	---	---	---	---	---
	Nouvelle-Écosse	1	300	1	4,00	3 500	700	100	---
	Île-du-Prince-Édouard	---	---	---	---	---	---	---	---
	Terre-Neuve	---	---	---	---	---	---	---	---
	Territoires du Nord-Ouest	---	---	---	---	---	---	---	---
	Yukon	---	---	---	---	---	---	---	---
	Sous-total		68	152 508	69	217,95	1 358 588	267 111	1 323 514

Tableau 8 Tendances d'impact – toutes les bibliothèques – par bibliothèque, 1994-1996

Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994		1995		1996	
		Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
Transactions liées à des demandes de renseignements	863	2 194	32 599	2 400	33 545	2 600	31 631
Transactions de prêt	965	21 205	218 031	22 245	226 309	21 324	221 367
Personnel ETP	1 110	3,74	20,08	3,60	19,34	3,65	20,27
Collections	1 158	22 788	200 445	23 200	219 619	24 914	213 481
Abonnements à des publications en série	1 141	77	613	76	588	77	640
Points de services	985	1,0	3,1	1,0	3,3	1,0	3,3
Dépenses	1 182	126 997 \$	1 115 773 \$	141 392 \$	1 188 135 \$	127 382 \$	1 095 168 \$
Dépenses liées au personnel	1 055	96 012 \$	767 257 \$	103 937 \$	799 779 \$	98 860 \$	771 265 \$
Dépenses reliées aux documents	1 109	26 645 \$	231 557 \$	27 078 \$	239 280 \$	27 149 \$	254 413 \$

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 8a Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales – par bibliothèque, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994		1995		1996	
			Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
Publique	Transactions liées à des demandes de renseignements	623	1 673	35 176	1 889	35 177	2 261	34 676
	Transactions de prêt	697	24 480	247 813	24 898	258 308	25 148	261 948
	Personnel ETP	764	3,00	16,60	3,00	16,42	3,00	16,76
	Collections	856	21 420	79 262	22 456	89 735	23 640	92 953
	Abonnements à des publications en série	799	47	160	45	161	46	229
	Points de services	705	1,0	3,4	1,0	3,4	1,0	3,4
	Dépenses	877	80 763 \$	756 840 \$	103 623 \$	858 338 \$	80 565 \$	760 259 \$
	Dépenses liées au personnel	787	66 319 \$	547 196 \$	74 088 \$	593 928 \$	66 062 \$	585 505 \$
	Dépenses liées aux documents	813	15 077 \$	109 382 \$	15 745 \$	111 303 \$	15 950 \$	108 887 \$
Provinciale/	Transactions liées à des demandes de renseignements	3	4 027	15 932	4 260	16 851	1 759	14 279
Territoriale	Transactions de prêt	3	75 471	57 188	74 930	55 994	8 059	27 087
	Personnel ETP	5	29,00	46,40	27,20	43,54	28,00	40,36
	Collections	4	159 065	496 779	169 462	921 242	163 558	972 618
	Abonnements à des publications en série	3	228	359	270	353	238	323
	Points de services	5	1,0	2,0	1,0	1,6	1,0	1,6
	Dépenses	5	1 419 900 \$	3 210 384 \$	1 437 900 \$	3 188 866 \$	1 380 270 \$	3 025 333 \$
	Dépenses liées au personnel	5	1 141 000 \$	2 050 658 \$	1 152 000 \$	2 035 521 \$	983 924 \$	1 920 298 \$
Dépenses liées aux documents	5	146 459 \$	138 977 \$	114 000 \$	143 969 \$	106 892 \$	163 085 \$	

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 8b Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques universitaires – par bibliothèque, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994		1995		1996	
			Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
Universitaire	Transactions liées à des demandes de renseignements	56	37 035	78 693	39 522	94 627	35 167	75 724
	Transactions de prêt	71	137 459	448 600	156 640	460 517	144 193	369 046
	Personnel ETP	74	42,50	88,24	40,60	86,74	38,65	91,72
	Collections	72	839 203	1 755 593	854 856	1 813 696	726 515	1 854 868
	Abonnements à des publications en série	72	2 316	5 754	2 317	5 392	2 304	5 465
	Points de services	49	2,0	5,1	2,0	8,0	4,0	8,6
	Dépenses	74	3 024 088 \$	5 997 782 \$	2 438 625 \$	6 182 209 \$	2 380 360 \$	5 922 787 \$
	Dépenses liées au personnel	71	1 557 328 \$	3 688 414 \$	1 749 253 \$	3 689 955 \$	1 582 149 \$	3 384 996 \$
	Dépenses liées aux documents	74	677 442 \$	1 810 244 \$	697 225 \$	1 903 206 \$	829 970 \$	2 116 644 \$
Collégiale	Transactions liées à des demandes de renseignements	44	7 045	11 094	6 692	10 662	8 106	11 829
	Transactions de prêt	70	25 646	53 225	29 578	50 923	25 540	41 879
	Personnel ETP	81	7,00	10,22	6,50	9,92	6,35	9,46
	Collections	73	65 143	78 461	65 000	77 291	58 034	75 577
	Abonnements à des publications en série	80	296	371	265	345	256	343
	Points de services	66	1,0	2,5	1,0	2,6	1,0	2,0
	Dépenses	75	368 417 \$	713 750 \$	354 185 \$	528 810 \$	347 077 \$	524 459 \$
	Dépenses liées au personnel	68	240 772 \$	408 262 \$	252 256 \$	416 004 \$	265 581 \$	403 907 \$
	Dépenses liées aux documents	73	63 946 \$	93 223 \$	64 430 \$	92 970 \$	67 000 \$	103 442 \$

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 8c. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques spécialisées – par bibliothèque, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994		1995		1996	
			Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne
Gouvernementale	Transactions liées à des demandes de renseignements	64	2 122	13 178	2 017	13 546	2 189	6 506
	Transactions de prêt	65	2 700	5 657	2 500	5 902	3 328	5 228
	Personnel ETP	85	3,00	12,59	3,00	12,53	3,00	12,45
	Collections	65	14 000	240 798	15 050	229 204	20 000	96 239
	Abonnements à des publications en série	83	200	785	200	806	200	831
	Points de services	69	1,0	1,9	1,0	1,7	1,0	1,8
	Dépenses	70	181 707 \$	1 167 510 \$	176 400 \$	1 127 706 \$	189 134 \$	1 134 239 \$
	Dépenses liées au personnel	59	145 506 \$	760 274 \$	145 506 \$	729 893 \$	125 895 \$	726 120 \$
	Dépenses liées aux documents	69	53 500 \$	260 341 \$	58 000 \$	265 907 \$	59 795 \$	283 572 \$
Sans but lucratif	Transactions liées à des demandes de renseignements	54	1 086	3 563	1 138	3 340	1 737	4 624
	Transactions de prêt	44	3 261	27 836	3 948	27 133	4 453	28 884
	Personnel ETP	70	2,00	4,40	1,50	4,14	2,00	4,30
	Collections	62	7 451	46 663	7 525	31 081	6 950	31 631
	Abonnements à des publications en série	73	112	194	120	189	104	184
	Points de services	64	1,0	2,0	1,0	2,0	1,0	2,0
	Dépenses	61	60 000 \$	262 311 \$	57 279 \$	260 524 \$	60 000 \$	262 387 \$
	Dépenses liées au personnel	49	42 338 \$	162 547 \$	40 000 \$	154 934 \$	46 000 \$	165 288 \$
	Dépenses liées aux documents	57	17 443 \$	75 621 \$	17 500 \$	75 928 \$	17 000 \$	82 343 \$

À but lucratif	Transactions liées à des demandes de renseignements	18	2 011	6 727	1 141	6 350	2 509	9 742
	Transactions de prêt	14	3 276	6 274	2 421	7 826	1 645	7 038
	Personnel ETP	30	3,00	4,00	2,00	3,98	2,00	4,07
	Collections	25	11 015	15 985	14 500	218 079	14 000	25 856
	Abonnements à des publications en série	30	164	351	143	321	129	288
	Points de services	27	1,0	1,3	1,0	1,5	1,0	1,3
	Dépenses	19	151 000 \$	370 589 \$	209 000 \$	382 071 \$	126 764 \$	375 368 \$
	Dépenses liées au personnel	15	70 000 \$	159 412 \$	75 000 \$	159 974 \$	75 000 \$	174 289 \$
	Dépenses liées aux documents	17	103 153 \$	123 438 \$	104 424 \$	148 242 \$	107 466 \$	148 192 \$

* Uniquement les bibliothèques dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 9. Tendances d'impact – population canadienne – par habitant, 1994-1996

Indicateurs retenus par les bibliothèques*	1994		1995		1996	
	Total (en milliers)	Par habitant**	Total (en milliers)	Par habitant**	Total (en milliers)	Par habitant**
Transactions liées à des demandes de renseignements	32 779,3	1,1	32 170,9	1,1	30 165,9	1,0
Transactions de prêt	278 870,7	9,6	265 741,2	9,1	275 960,5	9,3
Personnel ETP (par 1 000)	23,1	0,80	23,7	0,81	24,7	0,83
Collections	289 971,0	10,0	274 881,0	9,4	282 567,9	9,5
Abonnements à des publications en série (par 1 000)	841,9	29,0	899,4	30,6	849,9	28,6
Dépenses	1 592 144,0 \$	54,83 \$	1 504 663,0 \$	51,26 \$	1 433 477,2 \$	48,31 \$
Dépenses liées au personnel	838 683,6 \$	28,88 \$	935 609,9 \$	31,87 \$	899 068,9 \$	30,30 \$
Dépenses liées aux documents	271 545,9 \$	9,35 \$	305 093,8 \$	10,39 \$	320 859,4 \$	10,81 \$

* Données pour toutes les bibliothèques liées au Programme national de statistiques de base des bibliothèques, pour une ou plusieurs années du sondage

** Population canadienne (en milliers) : 1994 – 29 036,0; 1995 – 29 353,9; 1996 – 29 671,9

(Source : Statistique Canada URL : <http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Population/demo02.htm>)

Tableau 10. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales – par habitant, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994	1995	1996
Publique	Transactions liées à des demandes de renseignements	619	1,2	1,3	1,2
	Transactions de prêt	691	9,6	9,9	10,0
	Personnel ETP (par 1 000)	756	0,5	0,5	0,5
	Collections	849	2,7	2,9	3,0
	Abonnements à des publications en série (par 1 000)	792	5,4	5,4	7,9
	Points de services (par 1 000)	698	0,1	0,1	0,1
	Dépenses	868	25,72 \$	29,21 \$	25,92 \$
	Dépenses liées au personnel	781	16,93 \$	18,31 \$	18,05 \$
	Dépenses liées aux documents	810	3,70 \$	3,77 \$	3,67 \$
Provinciale/ Territoriale	Transactions liées à des demandes de renseignements	d/i**			
	Transactions de prêt	d/i**			
	Personnel ETP (par 1 000)	4	<0,1	<0,1	<0,1
	Collections	3	0,2	0,2	0,1
	Abonnements à des publications en série (par 1 000)	3	0,6	0,5	0,4
	Points de services (par 1 000)	4	<0,1	<0,1	<0,1
	Dépenses	4	0,98 \$	0,97 \$	0,82 \$
	Dépenses liées au personnel	4	0,71 \$	0,68 \$	0,57 \$
	Dépenses liées aux documents	4	0,07 \$	0,06 \$	0,05 \$

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

** d/i – données insuffisantes – 2 bibliothèques enregistrées ou moins.

Tableau 10a. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques universitaires -- par habitant, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994	1995	1996
Universitaire	Transactions liées à des demandes de renseignements	27	6,0	6,4	6,8
	Transactions de prêt	33	29,8	31,9	35,5
	Personnel ETP (par 1 000)	33	6,6	6,5	7,1
	Collections	31	107,1	111,6	137,0
	Abonnements à des publications en série (par 1 000)	33	446,0	411,0	436,5
	Points de services (par 1 000)	16	0,6	0,5	1,6
	Dépenses	33	448,41 \$	461,00 \$	500,03 \$
	Dépenses liées au personnel	30	266,77 \$	265,73 \$	299,25 \$
	Dépenses liées aux documents	33	120,98 \$	128,35 \$	153,19 \$
	Collégiale	Transactions liées à des demandes de renseignements	31	1,2	1,2
Transactions de prêt		54	6,5	7,9	6,9
Personnel ETP (par 1 000)		62	1,5	1,6	1,6
Collections		54	12,5	14,9	17,2
Abonnements à des publications en série (par 1 000)		61	54,8	59,0	59,5
Points de services (par 1 000)		51	0,3	0,4	0,3
Dépenses		58	104,82 \$	91,05 \$	89,07 \$
Dépenses liées au personnel		51	62,29 \$	65,29 \$	63,09 \$
Dépenses liées aux documents		56	13,32 \$	16,03 \$	16,81 \$

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 10b. Tendances d'impact par secteur de bibliothèques – bibliothèques spécialisées -- par habitant, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994	1995	1996
Gouvernementale	Transactions liées à des demandes de renseignements	50	1,5	3,3	3,9
	Transactions de prêt	53	1,4	3,2	2,7
	Personnel ETP (par 1 000)	59	2,9	6,5	5,7
	Collections	45	20,1	50,7	50,9
	Abonnements à des publications en série (par 1 000)	58	202,3	406,3	435,9
	Points de services (par 1 000)	49	0,4	0,9	0,9
	Dépenses	53	187,91 \$	382,69 \$	378,06 \$
	Dépenses liées au personnel	45	279,55 \$	260,53 \$	261,99 \$
	Dépenses liées aux documents	52	37,09 \$	86,07 \$	82,60 \$
Sans but lucratif	Transactions liées à des demandes de renseignements	32	<0,1	0,1	0,7
	Transactions de prêt	30	1,0	6,9	6,0
	Personnel ETP (par 1 000)	40	0,1	0,3	0,7
	Collections	36	0,5	2,4	4,6
	Abonnements à des publications en série (par 1 000)	41	3,6	15,4	33,9
	Points de services (par 1 000)	38	<0,1	<0,1	0,2
	Dépenses	37	3,92 \$	17,10 \$	41,19 \$
	Dépenses liées au personnel	29	2,03 \$	9,23 \$	33,47 \$
	Dépenses liées aux documents	35	0,83 \$	3,73 \$	10,25 \$

À but lucratif	Transactions liées à des demandes de renseignements	14	1,0	0,9	1,4
	Transactions de prêt	9	1,1	1,5	1,5
	Personnel ETP (par 1 000)	22	0,6	0,7	0,8
	Collections	21	2,0	40,2	4,5
	Abonnements à des publications en série (par 1 000)	24	56,1	69,1	63,0
	Points de services (par 1 000)	23	0,5	0,5	0,4
	Dépenses	16	39,21 \$	58,19 \$	58,06 \$
	Dépenses liées au personnel	12	13,67 \$	21,03 \$	22,72 \$
	Dépenses liées aux documents	14	11,36 \$	19,88 \$	20,21 \$

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 11. Indicateurs clés – toutes les bibliothèques, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994	1995	1996
Toutes les bibliothèques	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	907	1,1	1,0	1,0
	Ressources documentaires de collection – livres, %	782	46 %	44 %	55 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	580	55 %	59 %	50 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	562	23 %	22 %	20 %
	Personnel ETP – techniciens, %	375	18 %	18 %	19 %
	Dépenses – fonctionnement, %	1 008	96 %	95 %	99 %
	Dépenses – capital, %	175	8 %	9 %	2 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	881	66 %	65 %	66 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	939	22 %	21 %	24 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 11a. Indicateurs clés par secteur de bibliothèques – bibliothèques publiques, provinciales et territoriales, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994	1995	1996
Publique	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	675	3,3	2,9	2,8
	Ressources documentaires de collection – livres, %	481	91 %	89 %	92 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	309	11 %	14 %	12 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	282	22 %	20 %	19 %
	Personnel ETP – techniciens, %	167	11 %	12 %	12 %
	Dépenses – fonctionnement, %	706	92 %	93 %	98 %
	Dépenses – capital, %	112	12 %	13 %	2 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	615	74 %	69 %	75 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	645	15 %	13 %	14 %
Provinciale/ Territoriale	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	3	0,1	0,1	<0,1
	Ressources documentaires de collection – livres, %	4	28 %	29 %	29 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	4	72 %	71 %	71 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	5	26 %	28 %	28 %
	Personnel ETP – techniciens, %	3	26 %	28 %	32 %
	Dépenses – fonctionnement, %	5	99 %	99 %	100 %
	Dépenses – capital, %	d/i**			
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	5	65 %	65 %	64 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	5	4 %	5 %	5 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

** d/i – données insuffisantes – 2 bibliothèques enregistrées ou moins.

Tableau 11b. Indicateurs clés par secteur de bibliothèques – bibliothèques universitaires, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994	1995	1996
Universitaire	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	69	0,3	0,3	0,2
	Ressources documentaires de collection – livres, %	72	38 %	37 %	44 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	70	62 %	63 %	56 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	67	22 %	22 %	20 %
	Personnel ETP – techniciens, %	28	28 %	28 %	32 %
	Dépenses – fonctionnement, %	74	99 %	97 %	99 %
	Dépenses – capital, %	19	3 %	2 %	2 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	71	60 %	59 %	55 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	74	30 %	32 %	36 %
Collégiale	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	66	0,7	0,6	0,5
	Ressources documentaires de collection – livres, %	73	65 %	65 %	68 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	67	37 %	37 %	34 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	76	21 %	21 %	22 %
	Personnel ETP – techniciens, %	67	39 %	39 %	47 %
	Dépenses – fonctionnement, %	74	98 %	97 %	97 %
	Dépenses – capital, %	28	4 %	4 %	7 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	68	54 %	76 %	73 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	73	13 %	18 %	20 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 11c. Indicateurs clés par secteur de bibliothèques – bibliothèques spécialisées, 1994-1996

Catégorie de bibliothèques	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994	1995	1996
Gouvernementale	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	47	0,1	0,1	0,1
	Ressources documentaires de collection – livres, %	64	16 %	14 %	66 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	56	53 %	66 %	64 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	62	29 %	28 %	31 %
	Personnel ETP – techniciens, %	58	29 %	27 %	28 %
	Dépenses – fonctionnement, %	69	97 %	99 %	99 %
	Dépenses – capital, %	7	2 %	2 %	2 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	58	71 %	69 %	69 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	68	20 %	22 %	22 %
	Sans but lucratif	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	34	1,7	1,2
Ressources documentaires de collection – livres, %		62	28 %	42 %	42 %
Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %		53	68 %	69 %	69 %
Personnel ETP – bibliothécaires, %		49	33 %	34 %	33 %
Personnel ETP – techniciens, %		38	29 %	26 %	26 %
Dépenses – fonctionnement, %		61	98 %	99 %	99 %
Dépenses – capital, %		5	10 %	9 %	11 %
Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %		49	53 %	51 %	53 %
Dépenses liées au fonctionnement – collections, %		57	28 %	28 %	30 %

À but lucratif	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	12	0,4	0,4	0,4
	Ressources documentaires de collection – livres, %	25	46 %	3 %	28 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	20	57 %	97 %	75 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	21	49 %	50 %	50 %
	Personnel ETP – techniciens, %	14	43 %	35 %	39 %
	Dépenses – fonctionnement, %	19	99 %	98 %	98 %
	Dépenses – capital, %	3	4 %	3 %	3 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	15	41 %	41 %	44 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	17	30 %	36 %	36 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

Tableau 12. Indicateurs clés par province et territoire, 1994-1996

Province/Territoire	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994	1995	1996
Colombie-Britannique	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	95	1,5	1,6	1,6
	Ressources documentaires de collection – livres, %	102	56 %	58 %	62 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	98	42 %	43 %	39 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	63	23 %	24 %	22 %
	Personnel ETP – techniciens, %	47	15 %	18 %	24 %
	Dépenses – fonctionnement, %	124	99+ %	92 %	98 %
	Dépenses – capital, %	d/i**			
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	104	57 %	66 %	62 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	123	19 %	23 %	22 %
Alberta	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	249	1,7	1,7	1,5
	Ressources documentaires de collection – livres, %	258	62 %	48 %	57 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	250	37 %	52 %	44 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	23	33 %	31 %	28 %
	Personnel ETP – techniciens, %	23	37 %	32 %	32 %
	Dépenses – fonctionnement, %	259	95 %	99 %	99 %
	Dépenses – capital, %	56	5 %	5 %	8 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	200	63 %	63 %	77 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	199	22 %	22 %	25 %

Saskatchewan	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	23	0,8	0,9	0,8
	Ressources documentaires de collection – livres, %	25	48 %	45 %	55 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	22	55 %	58 %	48 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	21	19 %	18 %	16 %
	Personnel ETP – techniciens, %	12	13 %	15 %	12 %
	Dépenses – fonctionnement, %	23	95 %	97 %	98 %
	Dépenses – capital, %	8	12 %	9 %	6 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	22	60 %	57 %	60 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	23	25 %	25 %	26 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

** d/i – données insuffisantes – 2 bibliothèques enregistrées ou moins.

Tableau 12. Indicateurs clés par province et territoire, 1994-1996 – suite

Province/Territoire	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994	1995	1996
Manitoba	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	8	0,5	0,3	0,3
	Ressources documentaires de collection – livres, %	11	46 %	46 %	72 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	10	54 %	54 %	28 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	10	23 %	24 %	20 %
	Personnel ETP – techniciens, %	7	38 %	33 %	31 %
	Dépenses – fonctionnement, %	11	99 %	99 %	98 %
	Dépenses – capital, %	d/i**			
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	11	67 %	64 %	60 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	11	24 %	24 %	28 %
Ontario	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	429	1,1	1,0	1,0
	Ressources documentaires de collection – livres, %	96	31 %	29 %	47 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	87	65 %	68 %	55 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	222	24 %	21 %	20 %
	Personnel ETP – techniciens, %	195	14 %	14 %	16 %
	Dépenses – fonctionnement, %	465	94 %	95 %	99 %
	Dépenses – capital, %	70	12 %	12 %	1 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	432	72 %	66 %	69 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	459	22 %	19 %	22 %

Québec	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	69	0,3	0,2	0,2
	Ressources documentaires de collection – livres, %	244	59 %	58 %	59 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	69	59 %	60 %	60 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	178	20 %	23 %	20 %
	Personnel ETP – techniciens, %	79	29 %	29 %	29 %
	Dépenses – fonctionnement, %	81	97 %	97 %	98 %
	Dépenses – capital, %	33	3 %	3 %	3 %
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	73	65 %	65 %	64 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	79	26 %	27 %	28 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

** d/i – données insuffisantes – 2 bibliothèques enregistrées ou moins.

Tableau 12. Indicateurs clés par province et territoire, 1994-1996 – suite

Province/Territoire	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques*	1994	1995	1996
Nouveau-Brunswick	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	15	0,6	0,6	0,6
	Ressources documentaires de collection – livres, %	20	42 %	36 %	43 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	20	58 %	64 %	57 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	19	20 %	19 %	17 %
	Personnel ETP – techniciens, %	d/i**			
	Dépenses – fonctionnement, %	19	80 %	83 %	99+ %
	Dépenses – capital, %	d/i**			
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	17	72 %	73 %	71 %
	Dépenses liées à au fonctionnement – collections, %	19	19 %	20 %	20 %
	Nouvelle-Écosse	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	8	2,0	1,8
Ressources documentaires de collection – livres, %		13	65 %	63 %	79 %
Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %		12	49 %	51 %	32 %
Personnel ETP – bibliothécaires, %		12	21 %	20 %	19 %
Personnel ETP – techniciens, %		3	3 %	5 %	2 %
Dépenses – fonctionnement, %		13	99+ %	98 %	99+ %
Dépenses – capital, %		d/i**			
Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %		11	63 %	62 %	52 %
Dépenses liées au fonctionnement – collections, %		13	20 %	21 %	34 %

Île-du-Prince-Édouard	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	4	0,8	0,8	0,8
	Ressources documentaires de collection – livres, %	4	63 %	60 %	64 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	4	37 %	40 %	36 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	4	26 %	25 %	23 %
	Personnel ETP – techniciens, %	d/i**			
	Dépenses – fonctionnement, %	4	99+ %	99+ %	99+ %
	Dépenses – capital, %	d/i**			
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	4	65 %	60 %	58 %
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	4	29 %	31 %	35 %

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

** d/i – données insuffisantes – 2 bibliothèques enregistrées ou moins.

Tableau 12. Indicateurs clés par province et territoire, 1994-1996 – suite

Province/Territoire	Indicateurs retenus par les bibliothèques	Bibliothèques *	1994	1995	1996
Terre-Neuve	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	3	0,5	0,5	0,4
	Ressources documentaires de collection – livres, %	4	40 %	40 %	56 %
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	3	60 %	60 %	44 %
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	4	15 %	14 %	16 %
	Personnel ETP – techniciens, %	d/i**			
	Dépenses – fonctionnement, %	3	99 %	95 %	99 %
	Dépenses – capital, %	d/i**			
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	d/i**			
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	d/i**			
	Territoires du Nord-Ouest	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	4	1,3	1,2
Ressources documentaires de collection – livres, %		4	95 %	93 %	95 %
Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %		4	5 %	7 %	5 %
Personnel ETP – bibliothécaires, %		4	32 %	22 %	29 %
Personnel ETP – techniciens, %		d/i**			
Dépenses – fonctionnement, %		3	65 %	97 %	100 %
Dépenses – capital, %		d/i**			
Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %		d/i**			
Dépenses liées au fonctionnement – collections, %		d/i**			

Yukon	Rotation des collections (circulation de documents/ressources documentaires)	d/i**				
	Ressources documentaires de collection – livres, %	d/i**				
	Ressources documentaires de collection – documents non imprimés, %	d/i**				
	Personnel ETP – bibliothécaires, %	d/i**				
	Personnel ETP – techniciens, %	d/i**				
	Dépenses – fonctionnement, %	3	90 %	83 %	83 %	
	Dépenses – capital, %	d/i**				
	Dépenses liées au fonctionnement – personnel, %	d/i**				
	Dépenses liées au fonctionnement – collections, %	d/i**				

* Uniquement les bibliothèques inscrites dans la base de données qui ont enregistré cet indicateur au cours des trois années du sondage.

** d/i – données insuffisantes – 2 bibliothèques enregistrées ou moins.

ANNEXE B

Formulaire du sondage pour l'année 1996 et Instructions et définitions



Programme de statistiques de base des bibliothèques canadiennes

Sondage

Instructions et définitions



Instructions générales

- Arrondir toutes les sommes au dollar près.
- Si une réponse n'est pas disponible, inscrire N/D. Si une question ne s'applique pas à votre bibliothèque, inscrire S/O. Si la réponse appropriée est zéro, inscrire 0.
- S'il est impossible d'obtenir des renseignements exacts sur un sujet, veuillez inscrire la meilleure estimation possible et indiquer qu'il s'agit d'un nombre estimatif.

PÉRIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT

La **période comprise dans le rapport** DOIT être de douze mois. Il peut s'agir de l'année civile pour laquelle les données sont demandées (par ex. de janvier à décembre 1996) ou de l'année financière débutant au cours de cette année (par ex. d'avril 1996 à mars 1997). Dans ce dernier cas, veuillez indiquer le premier et le dernier mois.

Veuillez fournir toutes les données de base s'appliquant à cette période. Si la bibliothèque est ouverte habituellement pendant une partie de l'année, à chaque année, par ex. seulement durant les mois d'été, veuillez fournir les informations applicables à la période d'ouverture.

A. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Pour les besoins de la présente enquête, **une bibliothèque** est définie comme un établissement qui conserve une collection organisée de livres et de périodiques imprimés ou d'autres documents graphiques, électroniques ou audiovisuels ET qui fournit des services dispensés par un personnel (ou des bénévoles) en vue d'assurer et de faciliter l'utilisation de tels documents ou d'autres sources d'information susceptibles de satisfaire aux besoins des utilisateurs en matière d'information, de recherche, d'enseignement, d'éducation, de culture ou de loisirs. Le mot « bibliothèque » peut figurer ou non dans son nom.

REMARQUE : Le terme personnel désigne toute personne, rémunérée ou non, à temps plein ou à temps partiel, dispensant des services de bibliothèque. Une bibliothèque qui utilise uniquement les services de bénévoles demeure quand même une bibliothèque.

1. a) Genre de bibliothèque:

Veillez cocher la case appropriée. S.v.p. utilisez un questionnaire séparé pour chaque type de bibliothèque. Ne combinez pas les données pour plus d'un type de bibliothèque.

Bibliothèque provinciale ou territoriale

Bibliothèque savante ou de ressources financée par la province ou le territoire pour desservir les citoyens de cette province ou de ce territoire, soit directement, soit par l'intermédiaire de bibliothèques locales. Elle est habituellement responsable de la coordination et de la collaboration entre les services de bibliothèque dans les limites de la province ou du territoire et elle peut remplir quelques-unes des fonctions d'une bibliothèque nationale à l'intérieur de la province ou du territoire. Sont compris les organismes de bibliothèque centrale fournissant des services au niveau provincial ou territorial.

Bibliothèque d'université

Une bibliothèque desservant les étudiants et les enseignants d'une université ou d'un établissement d'enseignement de niveau postsecondaire ou universitaire décernant des diplômes.

Bibliothèque de collège

Une bibliothèque desservant les étudiants et les enseignants d'un établissement d'enseignement postsecondaire ne décernant pas de diplôme universitaire, notamment les collèges communautaires, les cégeps, les instituts de technologie et les centres de formation professionnelle.

REMARQUE : Les salles de classe et les corridors où se trouvent des collections de livres et les autres zones non désignées expressément comme des installations de bibliothèque ne peuvent être considérés comme des bibliothèques scolaires.

Bibliothèque publique

Une bibliothèque qui dessert gratuitement ou contre des droits minimes une communauté ou une région. Elle est habituellement créée par une loi ou un règlement et financée par les impôts. Sont comprises les bibliothèques publiques aménagées dans une école.

Bibliothèque spécialisée

Une bibliothèque créée, financée et gérée par une maison d'affaires, une société privée, une association, un organisme gouvernemental ou tout autre groupe ou organisme d'intérêt spécial en vue de fournir à ses membres, à son personnel ou à toute autre clientèle spécialisée l'information documentaire nécessaire pour atteindre les objectifs de l'organisation. Le contenu des collections et les services sont en fonction des sujets et des intérêts de l'organisme hôte ou de l'organisme d'attache.

Genres de bibliothèques spécialisées

Secteur à but lucratif

Une bibliothèque de maison d'affaires, d'étude d'avocat, de société commerciale, de banque, etc. Comprend les bibliothèques des sociétés d'État et des établissements à but lucratif.

Bibliothèque gouvernementale (secteur sans but lucratif)

Une bibliothèque des ministères ou organismes du gouvernement et des administrations provinciales ou municipales et les bibliothèques parlementaires.

Autre bibliothèque (secteur sans but lucratif)

Une bibliothèque d'hôpital, de musée et d'autres organisations, associations, etc. sans but lucratif.

1. b) Nombre de bibliothèques concernées par le présent rapport

Une **bibliothèque** est considérée comme un établissement indépendant composé d'une unité administrative et de toutes ses sous-unités (divisions, services, par exemple).

Les sous-unités peuvent être des « points de service»; dans ce cas, leur nombre doit être indiqué au no 2,

Nombres de points de service.

Si votre rapport porte sur plusieurs **bibliothèques** (chacune doit avoir sa propre unité administrative), inscrivez ce nombre dans la bonne case de droite (1. b).

Par exemple, disons qu'une bibliothèque universitaire communique des données statistiques pour elle-même et pour trois autres bibliothèques qui font partie de la même université, bien que chacune ait sa propre unité administrative. Si la bibliothèque qui transmet ces renseignements le fait aussi pour ses cinq points de service, il faut remplir le questionnaire de la façon suivante:

- 1. a) - cochez «universitaire» pour indiquer le genre de bibliothèque;
- 1. b) - dans la case qui se trouve à droite de la case cochée en 1. a), inscrivez 4 (nombre de bibliothèques);
- 2. - inscrivez 9 (c'est-à-dire cinq points de service **plus** une bibliothèque principale **plus** trois autres bibliothèques) .

1.a) Genre de bibliothèque :



b) Nombre de bibliothèques concernées par le présent rapport : (lisez «Instructions et définitions» ci-dessus)

(cochez la bonne case)

(mettez ce nombre dans la bonne case)

- ...Provinciale ou territoriale.....
- ...Universitaire
- ...Collégiale
- ...Publique

Bibliothèque spécialisée :

- ...À but lucratif.....
- ...Gouvernementale (sans but lucratif).....
- ...Autre (sans but lucratif).....

2. Nombre de points de service (lisez «Instructions et définitions» ci-dessous): 9

Si votre établissement est une bibliothèque publique qui communique des données pour un réseau de bibliothèques composé d'une bibliothèque principale et de neuf succursales, voici comment vous devez remplir le questionnaire :

1.a) Genre de bibliothèque :



(cochez la bonne case)

- ...Provinciale ou territoriale.....
 ...Universitaire
 ...Collégiale
 ...Publique

Bibliothèque spécialisée :

- ...À but lucratif.....
 ...Gouvernementale (sans but lucratif).....

b) Nombre de bibliothèques concernées par le présent rapport : (lisez «Instructions et définitions» ci-dessus)

(mettez ce nombre dans la bonne case)

2. Nombre de points de service (lisez «Instructions et définitions» ce-dessous): 10

2. Nombre de points de service

Un point de service est toute partie d'une bibliothèque ou d'un réseau de bibliothèques, c'est-à-dire une bibliothèque principale, des succursales et des bibliobus, située dans une aire autonome et assurant des services directs aux utilisateurs. On y trouve une collection de documents de bibliothèque sous la responsabilité d'un personnel, laquelle est habituellement mais pas nécessairement conservée dans des locaux séparés des autres points de service. Indiquer le nombre total de points de service y compris la bibliothèque principale.

REMARQUE:

- Un bibliobus est un point de service distinct. Ne comptez pas chaque arrêt du bibliobus comme un point de service. Ne comptez pas parmi les bibliobus les véhicules utilisés à des fins autres que la prestation directe de services de bibliothèque au public.
- Ne comptez pas parmi les points de service les locaux permanents où il n'y a pas de collection de documents ou de personnel de bibliothèque (par ex. les dépôts, les collections de séminaires, les salles de lecture), ni les comptoirs de service qui ne sont pas dans des locaux autonomes (par ex. les comptoirs de prêt, de référence).

3. Population du secteur desservi

Indiquez le nombre le plus récent de personnes que la bibliothèque doit desservir (c'est-à-dire la taille de sa clientèle de base).

Les bibliothèques publiques doivent indiquer le chiffre du dénombrement le plus récent pour la municipalité qu'elles desservent (c'.-à-d. les données de Statistique Canada ou du Ministère des Affaires municipales).

Les bibliothèques d'université, de collège doivent indiquer le nombre total d'élèves, d'enseignants (à temps plein et à temps partiel) et de tous les autres utilisateurs autorisés, c'est-à-dire les personnes qui paient un droit d'utilisation.

Les bibliothèques spécialisées doivent indiquer le nombre des utilisateurs autorisés, c'est-à-dire les membres du groupe desservi par la bibliothèque. Dans le cas d'une bibliothèque ouverte au public, inscrivez le nombre de la clientèle de base (c'.-à-d. le nombre d'employés) plutôt que le dénombrement de la population.

B. PERSONNEL (ÉQUIVALENCE EN PERSONNEL À TEMPS PLEIN)

Indiquez ici uniquement le personnel rémunéré, y compris tous les employés à temps plein ou à temps partiel, et les employés permanents, temporaires ou occasionnels, et même les étudiants stagiaires.

Veillez fournir autant de renseignements sur votre personnel (ETP) que les dossiers conservés à votre bibliothèque vous le permettent, selon les catégories indiquées.

Les postes à temps partiel doivent être exprimés en semaines à temps plein. Une des façons de calculer l'ETP est de diviser le nombre d'heures travaillées par semaine par un employé à temps partiel par le nombre d'heures considérées par la bibliothèque participante comme une semaine de travail à temps plein (par ex. 3 employés à temps partiel travaillent, au total, 3 120 heures-personnes par an). Si la semaine de travail normale est de 40 heures pendant les 52 semaines de l'année (soit 2 080 heures) pour la catégorie à laquelle appartiennent les employés en question, on divise 3 120 heures-personnes par 2 080. Ainsi, le nombre de postes à temps partiel comblés par des équivalents à temps plein est de $3\ 120 / 2\ 080 = 1,5$.

Il faut de plus établir la proportion de l'ETP si un employé à temps partiel n'a pas travaillé pendant une année complète. Si la semaine de travail à temps plein est inférieure à 30 heures, on calcule l'ETP en se fondant sur 30 heures de travail.

4.a) Bibliothécaires

Habituellement, le diplôme exigé est une maîtrise en bibliothéconomie (ou ce qui tenait lieu de maîtrise autrefois) décernée par un établissement qui offre un programme en science de l'information accrédité par l'American Library Association ou une association équivalente.

4.b) Techniciens en documentation

Les techniciens en documentation sont des membres de l'équipe paraprofessionnelle titulaires d'un certificat et (ou) d'un diplôme obtenu à l'issue d'un programme accrédité de technique de la documentation.

4.c) Tout autre personnel rémunéré

Indiquez tout autre employés rémunérés y compris les commis, les dactylos, les réceptionnistes, le personnel de soutien administratif, les préposés aux installations matérielles et le personnel d'entretien et toutes les autres personnes qui assument des fonctions à l'appui des services de bibliothèque ou nécessaires à l'exploitation de la bibliothèque et de ses installations matérielles.

4.d) Enseignants-bibliothécaires

Les enseignants-bibliothécaires ont reçu une formation d'enseignant et (ou) de bibliothécaire et sont responsables de la bibliothèque d'une école et enseignent à des élèves.

4.e) Autre professionnel

Déclarez les autres spécialistes, c'est-à-dire les spécialistes des systèmes et de l'informatique, le personnel administratif, les comptables, etc.

C. DÉPENSES

Veillez indiquer les dépenses pour la période comprise dans le rapport, que ce soit l'année financière ou l'année civile.

5. Dépenses relatives au personnel

Indiquez la totalité des dépenses en salaires, traitements, congés payés et avantages sociaux pour tous les employés à temps plein, à temps partiel, permanents, temporaires et occasionnels, y compris les aides étudiants.

REMARQUE:

Les dépenses relatives au personnel devraient refléter les coûts relatifs à tout le personnel indiqué aux rubriques n^{os} 4a à 4e.

REMARQUE : Le cas échéant vous devez indiquer la part réelle du coût des salaires versés au personnel de la bibliothèque sans tenir compte de la provenance des fonds (par ex. commission scolaire, bourses extérieures, budget de l'organisation mère).

6. Dépenses relatives aux collections

Indiquez la totalité des déboursés relatifs aux documents. Incluez tous les déboursés effectués pour l'achat de livres, périodiques, journaux, microformes, documents audiovisuels, etc. destinés à la collection de la bibliothèque. Sont inclus les montants versés pour l'achat ou l'autorisation d'utiliser des sources d'information électroniques, telles que les produits CD-ROM. Cependant, les frais de consultation des bases de données en direct sont exclus.

REMARQUE : Excluez d'autres déboursés comme les frais de reliure, de prêt entre bibliothèques, de consultation de bases de données, de cotisations de membres, de catalogage et de traitement sauf si ces frais sont portés à ce poste du budget de la documentation et qu'il est impossible de les calculer séparément pour les indiquer à la rubrique n^o 7. Si ces frais sont inclus ici, veuillez l'indiquer.

7. Autres dépenses relatives au fonctionnement

Indiquez toutes les autres dépenses de fonctionnement effectuées aux fins de l'exploitation de la bibliothèque. Inclure tous les déboursés effectués pour les fournitures, la papeterie, les frais de poste, les frais de déplacement, les cotisations de membres versées pour le personnel, la formation du personnel, les primes d'assurance, les réparations du matériel, l'entretien, les services publics, les services à contrat,

les frais de prêt entre bibliothèques, la reliure, les frais de consultation de bases de données et toutes les autres dépenses imputées au budget de fonctionnement de la bibliothèque qui NE SONT PAS indiquées aux rubriques n^{os} 5 et 6.

8. Dépenses en immobilisations

Indiquez toutes les dépenses en immobilisations effectuées au cours de l'année faisant l'objet du présent rapport. Une dépense en immobilisations a pour objet l'acquisition ou l'ajout de biens (actifs). Selon la politique d'affectation des divers types de dépenses de l'organisme, les dépenses en immobilisations peuvent comprendre le coût des terrains et de leur aménagement, des constructions, des agrandissements, du mobilier et de l'équipement. Veuillez vous en tenir à la définition du terme «biens» (actifs) utilisée dans le système comptable de l'établissement visé par le présent rapport.

D. COLLECTIONS

Indiquez les fonds des collections, soit le nombre total de documents (c'est-à-dire les unités matérielles) et non pas le nombre de titres.

9. Nombre de livres imprimés par unité matérielle

Un livre est un document autre qu'une publication en série. Une unité matérielle est une unité de documentation qui est séparée des autres unités par une reliure ou un coffret ou qui se distingue nettement des autres unités d'une autre façon.

REMARQUE: Appliquez la définition de «livre» que vous utilisez dans votre bibliothèque lorsque vous répondez à d'autres sondages ou questionnaires.

10. Nombre des autres documents par unité matérielle

Incluez tous les autres types de documents, par ex. les publications en série (voir la définition de «publications en série» dans la **remarque** du n^o 11), les microformes, les cartes et plans, la documentation éphémère, les CD-ROM, les documents audiovisuels, les tableaux, les gravures et les photographies, à l'exception des livres imprimés. Une unité matérielle est une unité de documentation qui est séparée des autres unités par une reliure ou un coffret ou qui se distingue nettement des autres unités d'une autre façon.

11. Abonnements actuels à des publications en série Indiquez toutes les publications en série sur tout support reçues à la fin de la période comprise dans le rapport, y compris les abonnements reçus en don ou dans le cadre d'échanges. Indiquez le nombre total d'abonnements à chaque titre (par ex. si la bibliothèque a trois abonnements à *Macleans*, inscrire le chiffre trois). Ne comptez pas les abonnements acquis pour des clients et qui ne sont pas conservés ou qui ne sont pas inscrits (enregistrés dans un karex, par exemple), comme faisant partie des collections de la bibliothèque.

REMARQUE : Une publication en série est une publication qui comprend plusieurs parties publiées successivement, à intervalles habituellement réguliers, et normalement pour une période qui est censée

être indéterminée. Les publications en série comprennent les périodiques, les journaux, les annuaires, les séries monographiques numérotées ainsi que les actes, les transactions et les mémoires de sociétés.

E. SERVICES

12. Total des transactions reliées à des demandes de renseignements

Indiquez les rencontres réservées aux utilisateurs par le personnel de la bibliothèque en vue de fournir des renseignements factuels ou bibliographiques exigeant la connaissance, l'utilisation, la recommandation ou l'interprétation d'une source d'information ou d'un outil bibliographique. Les bibliothèques qui consignent les demandes de renseignements devraient les inclure dans cette rubrique. Inclure les demandes communiquées en personne, par la poste, par téléphone ou par courrier électronique.

N'indiquez pas les demandes d'orientation.

13. Total des transactions de prêt

Indiquez les documents du fonds permanent ou du dépôt de la bibliothèque prêtés directement aux utilisateurs. Inclure tous les documents prêtés. Incluez le prêt des ouvrages du fonds de réserve. Excluez le prêt entre bibliothèques. Les cas où votre bibliothèque a fourni une photocopie au lieu de prêter un document peuvent être inclus s'ils sont habituellement considérés comme des transactions.

REMARQUE : Une collection de dépôt comprend des documents prêtés en bloc par une autre bibliothèque.

F. PRÊT ENTRE BIBLIOTHÈQUES

Le prêt entre bibliothèques est le prêt d'un ou de plusieurs documents faisant partie de la collection d'une institution à une autre institution, ou la livraison d'un substitut du document désiré, par ex. une photocopie. **Veillez fournir autant de données sur le PEB que les dossiers conservés par votre bibliothèque vous le permettent, selon les catégories indiquées.**

REMARQUE:

- Si l'établissement chargé de la communication des données est un service/organisme/conseil provincial ou territorial qui réunit les données statistiques sur les opérations de PEB de toutes les bibliothèques publiques de votre province/territoire, il faudrait indiquer les demandes reçues des bibliothèques sous «nombre de demandes de prêt entre les bibliothèques reçues par la bibliothèque» et les demandes présentées par les bibliothèques publiques, sous «nombre de demandes de prêt entre bibliothèques présentées par la bibliothèque».
- Il ne faut pas indiquer ici les prêts faits à l'intérieur d'un réseau de bibliothèques. Ces prêts doivent être indiqués au n° 13 (nombre total de transactions de prêt).



Bibliothèque nationale du Canada National Library of Canada

PROGRAMME DE STATISTIQUES DE BASE DES BIBLIOTHÈQUES CANADIENNES SONDAGE

Veillez remplir ce questionnaire en fournissant des renseignements aussi détaillés que le permettent les dossiers conservés à votre bibliothèque. Veillez consulter la section «Instructions et définitions» avant de commencer.

IDENTIFICATION DE LA BIBLIOTHÈQUE

1. BIBLIOTHÈQUE _____

2. BIBLIOTHÉCAIRE EN CHEF _____

3. NOM ET POSITION DU RÉPONDANT: _____

TÉLÉPHONE: _____ TÉLÉCOPIEUR: _____

COURRIER ÉLECTRONIQUE: _____

4. ADRESSE

N° et rue : _____ C.P. _____

Ville/Municipalité: _____

Province : _____ Code postal : _____

5. DATE À LAQUELLE LE RAPPORT EST PRODUIT: _____

SIGNATURE DU RÉPONDANT: _____

VEUILLEZ INDIQUER LA PÉRIODE COMPRISE DANS LE PRÉSENT RAPPORT:

ANNÉE CIVILE 1996

ANNÉE FINANCIÈRE

(Veillez préciser)

Début: _____

Fin: _____

Veillez retourner le questionnaire à:

Programme de statistiques de base des bibliothèques canadiennes, Programmes nationaux et internationaux, Bibliothèque nationale du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa ON K1A 0N4

Pour de plus amples renseignements : ralph.manning@nlc-bnc.ca

Tél.: (613) 943-8570

Télec: (613) 947-2916

A. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

(Voir les «Instructions et définitions».)

1.a) Genre
de bibliothèque :



b) Nombre de bibliothèques concernées par le
présent rapport : (lisez «Instructions et définitions» à la
page 3)

(cochez une case seulement)

(mettez ce nombre dans la bonne case)

...Provinciale ou territoriale

...Universitaire

...Collégiale.....

...Publique

Bibliothèque spécialisée :

...À but lucratif

...Gouvernementale (sans but lucratif).....

...Autre (sans but lucratif).....

2. Nombre de points de service (lisez «Instructions et définitions» à la page 4):

3. Population du secteur desservi :

B. PERSONNEL (ÉQUIVALENCE EN PERSONNEL À TEMPS PLEIN)

(Voir les «Instructions et définitions».)

4. Veuillez indiquer le nombre d'équivalents à temps plein (ETP) dans les catégories suivantes :

a) Bibliothécaires : _____

b) Techniciens en documentation : _____

c) Enseignants-bibliothécaires : _____

d) Autres professionnels: _____

e) Tout autre personnel rémunéré : _____

C.DÉPENSES

(Voir les «Instructions et définitions».)

Veillez indiquer les dépenses dans les catégories suivantes: (Si vous ignorez ou déclinez de répondre, marquez d'un X).

5. Dépenses relatives au personnel : _____ \$

6. Dépenses relatives aux collections : _____ \$

7. Autres dépenses relatives au fonctionnement : _____ \$

8. Dépenses en immobilisations: _____ \$

D. COLLECTIONS

(Voir les («Instructions et définitions».)

Veillez indiquer les fonds des collections dans les catégories suivantes

9. Nombre de livres imprimés par unité matérielle : _____

10. Nombre des autres documents par unité matérielle : _____

II. Abonnements actuels à des publications en série : _____

E. SERVICES

(Voir les («Instructions et définitions».)

Veillez indiquer le nombre d'opérations de service dans les catégories suivantes :

12. Total des transactions reliées à des demandes de renseignements : _____

13. Total des transactions de prêt : _____

F. PRÊT ENTRE BIBLIOTHÈQUES

(Voir les «Instructions et définitions».)

14. Demandes de prêt entre bibliothèques présentées par la bibliothèque :

a) Demandes envoyées à d'autres bibliothèques, **qu'elles aient été satisfaites ou non:**

b) Indiquer le nombre total de demandes **satisfaites** par d'autres bibliothèques: _____

15. Demandes de prêt entre bibliothèques reçues par la bibliothèque :

a) Demandes reçues d'autres bibliothèques, **qu'elles aient été satisfaites ou non:**

b) Indiquer le nombre total de demandes **satisfaites:** _____

Merci de votre collaboration.



Bibliothèque nationale du Canada National Library of Canada

Programme de statistiques de base des bibliothèques canadiennes
Enquête sur les services en émergence
Questionnaire supplémentaire volontaire

Si un nombre précis n'est pas disponible, utiliser "**N/D**" (Non disponible). Si une question ne s'applique pas à votre bibliothèque, utiliser "**N/A**" (Non applicable). Si la réponse appropriée est zéro ou aucun, utilisez "**0**".

Institution : _____ Date de retour: _____

Questionnaire complété par (Nom): _____

Titre : _____ Téléphone : _____

Adresse électronique : _____

Personne à contacter (si différente) : _____

Titre : _____ Téléphone : _____

Adresse électronique : _____

- | | | OUI | NON |
|----|--|------------|------------|
| 1. | Votre bibliothèque offre t-elle un accès aux catalogues informatisés <u>d'autres</u> bibliothèques par le biais de son propre système informatisé. | _____ | _____ |
| 2. | Votre catalogue informatisé fait-il partie intégrante d'un catalogue collectif informatisé provincial, ou régional. (Si non, passez à la question 4) | _____ | _____ |
| 3. | Si oui à la question 2, le système offre-t-il un accès sans intervention du personnel (Le. initié par les usagers eux-mêmes) pour le prêt entre bibliothèques ou la fourniture électronique de documents ? | _____ | _____ |
| 4. | Donner le nom du fournisseur du logiciel de votre catalogue informatisé (Firme commerciale) et le nom de votre réseau régional ou provincial. (v.g. GEAC et NovaNet) | _____ | _____ |

Votre bibliothèque offre-t-elle les services suivants :	Oui	Non
5. Renouvellement des prêts par téléphone?	_____	_____
6. Renouvellement électronique des prêts (sans intervention du personnel)?	_____	_____
7. Rappel par téléphone des documents prêtés?	_____	_____
8. Rappel électronique des documents prêtés (sans intervention du personnel)?	_____	_____
9. Programme de formation à l'exploitation des ressources électroniques?	_____	_____
10. Télécopie?	_____	_____
11. Livraison de documents électroniques à l'adresse électronique des usagers?	_____	_____
12. Services payants offerts aux usagers <u>externes</u> ?	_____	_____
13. Services payants offerts aux usagers <u>internes</u> ?	_____	_____
14. Service de référence par téléphone?	_____	_____
15. Service de référence par courrier électronique?	_____	_____
16. Service de téléconférence pour les usagers?	_____	_____
17. Équipement dans la bibliothèque pour les usagers handicapés?	_____	_____

Votre bibliothèque participe-t-elle ou offre-t-elle les services suivants?	Oui	Non
18. Serveur FTP	_____	_____
19. Serveur Gopher	_____	_____
20. Serveur Web	_____	_____
21. Numérisation de textes ou d'images	_____	_____

Votre bibliothèque est-elle membre d'un consortium offrant les services suivants:	Oui	Non
22. Partage d'infrastructure technologique?	_____	_____
23. Développement concerté de collections?	_____	_____
24. Emprunts réciproques?	_____	_____
25. Autres types de partage de collections?	_____	_____
26. Achats regroupés?	_____	_____
27. De combien de consortiums votre bibliothèque est-elle membre	_____	_____

